

Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2015

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,0 milliard de dollars pour le premier trimestre de 2015

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014 :

- **Bénéfice net de 1,0 milliard de dollars, en baisse de 6 %, et bénéfice net ajusté¹ de 1 041 millions, en baisse de 4 %**
- **BPA² de 1,46 \$, en baisse de 8 %, et BPA ajusté^{1, 2} de 1,53 \$, en baisse de 5 %**
- **RCP de 11,8 %, comparativement à 14,2 %, et RCP ajusté¹ de 12,3 %, contre 14,5 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 163 millions de dollars, contre 99 millions**
- **Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III de 10,1 %**

Toronto, le 24 février 2015 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2015, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1,0 milliard de dollars ou 1,46 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 041 millions ou 1,53 \$ par action.

« Les résultats de BMO au premier trimestre témoignent d'un contexte incertain caractérisé par d'importantes fluctuations du prix du pétrole, des taux d'intérêt à long terme et du dollar canadien, a déclaré Bill Downe, chef de la direction de BMO Groupe financier. Dans ces circonstances, le rendement des activités sous-jacentes a été solide, le bénéfice ajusté des Services bancaires Particuliers et entreprises s'est chiffré à 708 millions de dollars, une hausse de 6 % sur 12 mois, grâce à la diversification et à l'expansion de notre clientèle. Nos activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont également enregistré de bons résultats, le bénéfice ajusté ayant augmenté de 28 % sur 12 mois.

« La qualité du crédit reste bonne, l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances témoignant d'une diminution des recouvrements par rapport à l'exercice précédent.

« Notre assise financière demeure solide, le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 s'établissant à 10,1 %. Et la valeur comptable de l'action s'est accrue de 10 % par rapport au trimestre précédent.

« D'autre part, chacun de nos groupes d'exploitation est bien placé pour tirer parti de nos investissements des dernières années », a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,80 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2015, soit le même montant qu'au trimestre précédent mais 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an, ce qui équivaut à un dividende annuel de 3,20 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2015, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2015, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 1,0 milliard de dollars au premier trimestre de 2015, en baisse de 61 millions ou de 6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent et, après ajustement, il a été de 1 041 millions, ayant fléchi de 42 millions ou de 4 % à cause principalement de l'incidence que le recul des taux d'intérêt à long terme a eue sur les activités d'assurance. Le bénéfice net de PE Canada, de PE États-Unis et de la Gestion de patrimoine a augmenté. Celui de BMO Marchés des capitaux a fléchi, les revenus de négociation satisfaisants ayant été plus que neutralisés par les ajustements d'évaluation du crédit et du financement et par la baisse des revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés, et celui des Services d'entreprise a lui aussi fléchi en raison de la diminution des avantages associés aux prêts acquis. Compte non tenu de l'incidence des taux d'intérêt à long terme sur les activités d'assurance et des prêts acquis des Services d'entreprise, le bénéfice net ajusté a augmenté de 5 %.

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III est demeuré solide à 10,1 %.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net a atteint 502 millions de dollars, s'étant renforcé de 17 millions ou de 4 % sur un an. Après ajustement, il s'est dégagé à 503 millions, ce qui traduit une progression de 17 millions ou de 4 % comparativement à un an plus tôt, progression qui a résulté essentiellement de la hausse des revenus et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par l'accroissement des charges. Les revenus se sont améliorés de 50 millions ou de 3 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes et des commissions de la plupart des produits, ce qui a été atténué par la contraction de la marge nette d'intérêts. Sur douze mois, la croissance des prêts et des dépôts a été de 4 % et de 7 %, respectivement. Les charges se sont accrues de 45 millions ou de 6 %, ce qui témoigne des investissements continus dans les activités, incluant l'incidence des coûts associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les prêts ont augmenté de 3 % et les dépôts, de 8 %. Notre campagne annuelle sur les produits de placement est en cours et donne déjà de bons résultats. Notre investissement dans les services numériques continue de porter fruit, notre application des Services mobiles BMO ayant été téléchargée plus de 4 millions de fois, ce qui en fait la plus populaire sur le marché. Au cours du trimestre, nous avons également lancé notre nouvelle application Services bancaires et Ligne d'action de BMO pour tablette iPad, devenant ainsi la première grande banque canadienne à offrir une application intégrée qui permet à ses clients d'avoir accès à leurs comptes bancaires et de placements autogérés, le tout en un seul endroit.

Pour ce qui est de l'unité des services bancaires aux entreprises, les prêts et les dépôts ont encore augmenté fortement, soit de 7 % en regard d'il y a un an. Au cours du trimestre, cette unité a réitéré son engagement envers les propriétaires de petites entreprises en inaugurant FlexiDépôt BMO^{MC}, service par lequel ils peuvent déposer leurs chèques à distance.

PE États-Unis

Le bénéfice net a atteint 192 millions de dollars, en hausse de 25 millions ou de 15 % et, après ajustement, il a augmenté de 25 millions ou de 14 % et s'est chiffré à 205 millions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est dégagé à 161 millions de dollars, ayant dépassé de 7 millions ou de 5 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 172 millions, ayant progressé de 6 millions ou de 3 %, ce qui a résulté d'une hausse de 6 % du bénéfice avant impôts et avant dotation. Cette hausse a été atténuée par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont améliorés de 6 millions ou de 1 % sur douze mois, ce qui reflète une croissance des volumes encore plus soutenue, mais qui a été contrebalancée en partie par le recul de la marge nette d'intérêts et des revenus sous forme de commissions. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont fléchi de 9 millions ou de 2 %, pour se situer à 456 millions, ce qui a résulté d'une gestion rigoureuse des charges.

Les prêts ont augmenté de 10 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent grâce à la croissance toujours soutenue du portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net a été de 159 millions de dollars et, après ajustement, il s'est dégagé à 186 millions, comparativement à 182 millions il y a un an. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 155 millions, en hausse de 33 millions ou de 28 %, ce qui témoigne d'une saine croissance interne et de celle générée par F&C qui a été acquise. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 31 millions, s'étant comprimé de 29 millions sur douze mois à cause surtout d'une charge après impôts de 41 millions découlant de variations défavorables des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre, comparativement à une charge après impôts de 7 millions il y a un an.

Ayant atteint 852 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont bondi de 254 milliards ou de 43 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, F&C qui a été acquise ayant représenté 148 milliards de cette hausse. Compte non tenu de F&C, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 18 %, ce qui a résulté de l'appréciation du dollar américain, de la progression des marchés et de la croissance des nouveaux actifs des clients.

En novembre 2014, BMO Ligne d'action a été nommée meilleure maison de courtage en ligne pour la deuxième année d'affilée lors du 20^e gala annuel Morningstar ainsi que meilleure maison de courtage en ligne appartenant à une banque au Canada pour la quatrième année consécutive dans le cadre du 16^e classement annuel des courtiers en ligne que réalise le *Globe and Mail*.

Les Fonds BMO se sont classés au deuxième rang selon le sondage annuel des familles de fonds mené par Barron's/Lipper¹, qui a du même coup reconnu les services-conseils en matière de placement de BMO Gestion mondiale d'actif parmi les plus performants.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net s'est chiffré à 221 millions de dollars, en baisse de 55 millions ou de 20 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les revenus ont baissé de 5 % sur douze mois, les revenus de négociations satisfaisants ayant été plus que neutralisés par les ajustements d'évaluation du crédit et du financement et par la baisse des revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés découlant en partie des profits sur titres moins importants. Les ajustements d'évaluation du crédit et du financement ont réduit les revenus de 41 millions et le bénéfice net de 31 millions pour le trimestre. Compte non tenu de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts se sont repliées de 10 millions ou de 2 % en raison de la diminution des frais liés au personnel.

Au cours du trimestre, plusieurs distinctions nous ont été décernées par le secteur, ce qui témoigne des efforts constants que nous déployons pour répondre aux besoins de base de nos clients. Ainsi, le magazine *International Financing Review* nous a attribué le titre de société de financement par capitaux propres, entreprises de taille intermédiaire, pour l'année. Également, dans le cadre d'un sondage réalisé par le magazine *Institutional Advisor*, nous avons été nommés la meilleure maison de courtage d'actions mondiales pour ce qui est de la qualité d'exécution et avons décroché la première place de tous les courtiers de plein exercice.

Au cours du trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 327 nouvelles émissions à l'échelle mondiale, soit 144 émissions de titres de créance de sociétés, 123 émissions de titres de créance d'administrations publiques et 60 émissions d'actions, pour un total de 838 milliards de dollars.

Services d'entreprise

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 74 millions de dollars pour le premier trimestre de 2015, contre 41 millions un an plus tôt.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO s'établissait à 10,1 % au 31 janvier 2015. Ce ratio est demeuré le même qu'au 31 octobre 2014, l'augmentation des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 ayant été annulée par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques. La valeur comptable par action a atteint 52,98 \$, surpassant ainsi de 10 % celle du trimestre précédent.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 163 millions de dollars, ayant augmenté de 64 millions par rapport à celle de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté du recul des recouvrements à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis, mais ayant baissé de 7 millions en regard de ce qu'elle était au trimestre précédent.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

1) The Best Mutual Fund Families de Barron's publié le 9 février 2015. Barron's est une marque déposée de Dow Jones & Company. Tous droits réservés.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 24 février 2015. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2015, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2014 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2014 figurant dans le Rapport annuel pour 2014 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Sommaire des résultats	22	Bilan
5	Mesures non conformes aux PCGR	23	Transactions avec des parties liées
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	23	Arrangements hors bilan
6	Surviv et perspectives économiques	23	Méthodes comptables et principales estimations comptables
7	Autres mesures de la valeur	23	Modifications futures de méthodes comptables
7	Change	23	Instruments financiers désignés
8	Bénéfice net	24	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale
9	Revenus	24	Évolution de la réglementation
10	Dotations à la provision pour pertes sur créances	25	Gestion des risques
11	Prêts douteux	25	Risque de marché
11	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	27	Risque de liquidité et de financement
11	Charges autres que d'intérêts	29	Cotes de crédit
11	Impôts sur le résultat	29	Risque d'assurance
12	Gestion du capital	30	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
14	Désignation des dividendes admissibles	30	Expositions dans certaines régions
14	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	32	États financiers consolidés intermédiaires
14	Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	32	État consolidé des résultats
15	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	33	État consolidé du résultat global
16	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	34	Bilan consolidé
17	Gestion de patrimoine	35	État consolidé des variations des capitaux propres
19	BMO Marchés des capitaux	36	État consolidé des flux de trésorerie
20	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	37	Notes afférentes aux états financiers consolidés
21	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice	57	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2015, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Sommaire des résultats

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Sommaire de l'état des résultats			
Revenus nets d'intérêts	2 219	2 178	2 113
Revenus autres que d'intérêts 1)	2 836	2 462	2 366
Revenus 1)	5 055	4 640	4 479
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	163	170	99
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	-
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	163	170	99
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités 1)	747	300	357
Charges autres que d'intérêts	3 006	2 887	2 684
Charge d'impôts sur le résultat	139	213	278
Bénéfice net	1 000	1 070	1 061
Attribuable aux actionnaires de la Banque	986	1 057	1 048
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	13	13
Bénéfice net	1 000	1 070	1 061
Bénéfice net ajusté	1 041	1 111	1 083
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)			
Bénéfice par action	1,46	1,56	1,58
Bénéfice par action ajusté	1,53	1,63	1,61
Hausse du bénéfice par action (%)	(7,6)	(2,5)	4,6
Hausse du bénéfice par action ajusté (%)	(5,0)	0,6	7,3
Dividendes déclarés par action	0,80	0,78	0,76
Valeur comptable d'une action	52,98	48,18	45,60
Cours de clôture de l'action	72,93	81,73	68,06
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	47,2	53,0	43,9
Rendement de l'action (%)	4,4	3,8	4,5
Mesures et ratios financiers (%)			
Rendement des capitaux propres	11,8	13,1	14,2
Rendement des capitaux propres ajusté	12,3	13,7	14,5
Hausse du bénéfice net	(5,8)	(0,4)	2,5
Hausse du bénéfice net ajusté	(3,9)	2,1	5,4
Hausse des revenus 1)	12,9	7,4	7,0
Hausse des revenus ajustés 1)	12,9	10,7	12,9
Hausse des revenus ajustés, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités 1)	4,5	8,2	8,2
Hausse des charges autres que d'intérêts	12,0	11,9	4,4
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées	11,3	14,1	8,5
Ratio d'efficience 1)	59,5	62,2	59,9
Ratio d'efficience ajusté 1)	58,4	61,1	59,2
Levier d'exploitation 1)	0,9	(4,5)	2,6
Levier d'exploitation ajusté 1)	1,6	(3,4)	4,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,55	1,60	1,62
Taux d'impôt effectif	12,2	16,6	20,8
Taux d'impôt effectif ajusté	12,6	16,8	20,9
Rendement de l'actif moyen	0,60	0,69	0,72
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,21	0,23	0,14
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	672 358	588 659	592 662
Solde net des prêts et acceptations	317 630	303 038	289 750
Dépôts	429 778	393 088	398 393
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34 277	31 273	29 391
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	30,1	30,2	32,3
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,1	10,1	9,3
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	12,0	10,6
Ratio du total des fonds propres	13,4	14,3	12,4

1) À compter du premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu des éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Résultats comptables			
Revenus 1)	5 055	4 640	4 479
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(163)	(170)	(99)
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités 1)	(747)	(300)	(357)
Charges autres que d'intérêts	(3 006)	(2 887)	(2 684)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 139	1 283	1 339
Charge d'impôts sur le résultat	(139)	(213)	(278)
Bénéfice net	1 000	1 070	1 061
BPA (\$)	1,46	1,56	1,58
Éléments d'ajustement (avant impôts)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(13)	(11)	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(40)	(42)	(31)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(53)	(53)	(31)
Éléments d'ajustement (après impôts)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(10)	(9)	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(31)	(32)	(22)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(41)	(41)	(22)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,07)	(0,07)	(0,03)
Résultats ajustés			
Revenus 1)	5 055	4 640	4 479
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(163)	(170)	(99)
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités 1)	(747)	(300)	(357)
Charges autres que d'intérêts	(2 953)	(2 834)	(2 653)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 192	1 336	1 370
Charge d'impôts sur le résultat	(151)	(225)	(287)
Bénéfice net ajusté	1 041	1 111	1 083
BPA (\$)	1,53	1,63	1,61

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

- 1) À compter du premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C ont été imputés à la Gestion de patrimoine et sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 14, 15, 16 et 17.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2015 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, conditions, actions ou événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section Gestion globale des risques qui figure aux pages 77 à 105 du Rapport de gestion de 2014 donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs et risques clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au niveau de défaut et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances futures lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par la Banque de Montréal, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que la Banque de Montréal a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques de notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2015.

Survol et perspectives économiques

Le recul des prix du pétrole freinera l'essor de l'économie canadienne dans la première moitié de l'année, mais la dépréciation de notre monnaie et le renforcement de la demande aux États-Unis devraient la stimuler dans la seconde. Malgré une demande mondiale inégale (l'économie de la Chine ralentissant et celle des pays de la zone euro n'affichant qu'une légère croissance), les exportations depuis le Canada s'améliorent et devraient s'accroître dans les mois à venir. Les dépenses de consommation sont relativement élevées, comme en témoignent des ventes records de véhicules automobiles, et seront soutenues par les faibles taux d'intérêt qui seront en vigueur cette année. Les ventes d'habitations et le secteur de la construction affichent une certaine vigueur, et le niveau d'activité sur le marché du logement devrait demeurer stable et les prêts hypothécaires à l'habitation devraient connaître une progression. Cependant, la création d'emplois ralentit et les investissements des entreprises demeurent faibles à cause du recul des prix du pétrole et d'autres ressources naturelles. La chute abrupte des prix du pétrole devrait réduire les investissements des entreprises dans l'année et, en regard de 2014, comprimer leur demande pour des prêts. L'essor du PIB devrait diminuer pour s'établir à 2 % en 2015, comparativement à quelque 2,4 % en 2014, ce qui contribuera à maintenir à 6,7 % le taux de chômage. Après avoir été le moteur de l'économie canadienne au cours des dernières années, la croissance de l'Alberta devrait ralentir fortement à cause de l'érosion des prix du pétrole, facteur qui, fort probablement, affaiblira aussi l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador. Cependant, la conjoncture des autres provinces devrait connaître une embellie en 2015 grâce à l'augmentation des exportations. Consciente que le repli des prix du pétrole menace notre économie et pourrait engendrer des poussées inflationnistes, la Banque du Canada a, contre toute attente, réduit ses taux en janvier, et si les prix du pétrole demeurent faibles, pourrait opérer d'autres baisses. Par conséquent, le dollar canadien devrait demeurer faible cette année.

Contrairement à nous, nos voisins du Sud consomment plus de pétrole qu'ils en produisent, ce qui signifie qu'ils profitent d'une contraction des prix de l'énergie. Ainsi, la croissance économique s'intensifie en raison des investissements élevés des entreprises, de l'essor des dépenses de consommation et d'une reprise continue des marchés de l'habitation. Une création d'emplois d'un niveau inégalé en 15 ans a retranché environ un point de pourcentage au taux de chômage dans les douze derniers mois, ce taux n'ayant jamais été aussi faible en six ans. La progression du PIB devrait passer d'environ 2,4 % en 2014 à 3 % en 2015. L'assainissement des finances des ménages et la diminution des prix de l'essence stimuleront les dépenses ainsi que la demande pour des prêts aux particuliers. Quant aux récentes baisses des taux hypothécaires et à l'assouplissement des conditions de crédit, ils favoriseront les ventes de logements. La demande pour

des prêts hypothécaires à l'habitation devrait se renforcer cette année car l'accessibilité à la propriété demeure excellente. Cependant, le ralentissement du secteur de l'énergie freinera l'essor des investissements des entreprises et leurs prêts. La Réserve fédérale devrait commencer à hausser le taux des fonds fédéraux au cours de l'été, ce qu'elle n'a pas fait en neuf ans, ce qui se traduira par d'autres appréciations du dollar américain, dont la valeur pondérée en fonction des échanges commerciaux s'est accrue d'environ 10 % dans la dernière année.

Le taux de croissance économique du Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait être de 2,7 % en 2015 et sera soutenu par une plus grande production automobile et des politiques budgétaires expansionnistes.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Autres mesures de la valeur

Pour les périodes de un an, de trois ans et de cinq ans closes le 31 janvier 2015, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 11,4 %, 12,0 % et 11,9 %, respectivement.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, du recouvrement de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances et des impôts sur le résultat sectoriels aux États-Unis de BMO qui sont libellés en dollars américains ont progressé en regard des quatrième et premier trimestres de 2014 grâce à la plus-value du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 10 % par rapport à un an plus tôt et de 7 % par rapport au quatrième trimestre. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis.

D'un point de vue économique, la grande partie de nos flux de revenus n'était pas couverte contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre. Nous avons couvert une partie du bénéfice net prévu pour les 12 prochains mois et libellé en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Ces couvertures sont comptabilisées à la valeur de marché, ce qui a donné lieu à une perte après impôts de 15 millions de dollars au premier trimestre, laquelle a été inscrite par BMO Marchés des capitaux.

Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

	T1-2015	
	c. T1-2014	c. T4-2014
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,1923	1,1923
Période antérieure	1,0800	1,1114
Incidence sur les résultats comptables		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	74	53
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	53	38
Augmentation des revenus	127	91
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)	(3)
Augmentation des charges	(102)	(73)
Augmentation des impôts sur le résultat	(2)	(2)
Augmentation du bénéfice net comptable avant l'incidence des couvertures	18	13
Pertes de couverture au cours du trimestre considéré, après impôts	(15)	(15)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	3	(2)
Incidence sur les résultats ajustés		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	74	53
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	53	38
Augmentation des revenus	127	91
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	(2)
Augmentation des charges	(99)	(71)
Augmentation des impôts sur le résultat	(4)	(3)
Augmentation du bénéfice net ajusté avant l'incidence des couvertures	21	15
Pertes de couverture au cours du trimestre considéré, après impôts	(15)	(15)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	6	-

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est chiffré à 1,0 milliard de dollars au premier trimestre de 2015, en baisse de 61 millions ou de 6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent et, après ajustement, il a été de 1 041 millions, ayant fléchi de 42 millions ou de 4 % à cause principalement de l'incidence que le recul des taux d'intérêt à long terme a eue sur nos activités d'assurance. Le BPA a diminué de 0,12 \$ ou de 8 % en regard d'il y a un an, se situant ainsi à 1,46 \$. Le BPA ajusté s'est établi à 1,53 \$, ayant baissé de 0,08 \$ ou de 5 %. Compte non tenu des répercussions des taux d'intérêt à long terme sur les activités d'assurance et des prêts acquis des Services d'entreprise, le bénéfice net ajusté a progressé de 5 %.

Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section présentée précédemment qui traite des mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Les résultats de PE Canada se sont renforcés de 4 %, ce qui témoigne de la hausse des soldes et des commissions de la plupart des produits, mais cette hausse a été atténuée par la montée des charges et le repli de la marge nette d'intérêts. Les activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont enregistré de bons résultats, ceux-ci s'améliorant de 28 %, compte tenu de l'apport de F&C qui a été acquise. Le bénéfice net des activités d'assurance de la Gestion de patrimoine s'est comprimé en raison de fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont fléchi, les revenus de négociation satisfaisants ayant été plus que neutralisés par les ajustements d'évaluation du crédit et du financement et par la baisse des revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés découlant en partie des profits sur titres moins importants. Exprimé en dollars américains, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis a augmenté grâce à une amélioration de 6 % du bénéfice avant impôts et avant dotation, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats des Services d'entreprise ont baissé en raison surtout de la diminution des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est replié de 70 millions de dollars ou de 7 % et, après ajustement, il a baissé de ce même montant, mais de 6 %. Le BPA, avant ou après ajustement, s'est affaibli de 0,10 \$ ou de 6 %. Tant le bénéfice net comptable que celui ajusté ont fléchi par rapport au quatrième trimestre à cause principalement de la forte baisse du bénéfice net des activités d'assurance qu'a causée le recul des taux d'intérêt à long terme durant le trimestre, de la constatation d'avantages de nature actuarielle au trimestre précédent ainsi que de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice. Exclusion faite des répercussions de ces facteurs, le bénéfice net ajusté a augmenté de 7 %.

Le bénéfice net de PE Canada a fléchi à cause de la contraction des frais de services de cartes et de la marge nette d'intérêts ainsi que de la hausse des charges, ce qui a été contrebalancé en partie par la montée des volumes de la plupart des produits. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est amélioré de 16 %. Le bénéfice net des activités d'assurance a fléchi de 86 millions de dollars à cause des éléments indiqués ci-dessus. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés de 15 % grâce surtout à la hausse des revenus qu'a permise l'intensification des activités menées pour les clients par le secteur Produits de négociation. Exprimé en dollars américains, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est accru grâce à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges, ce qui a été neutralisé en partie par la dégradation des revenus. Les résultats des Services d'entreprise ont fléchi, en raison surtout du recul des revenus nets d'intérêts en regard du quatrième trimestre, période où ils ont été exceptionnellement élevés, et de la hausse des impôts sur une bic.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus 1)

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

Le total des revenus a augmenté de 576 millions de dollars ou de 13 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et a atteint 5 055 millions. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, compte non tenu de l'incidence des opérations de couverture, les revenus ont progressé de 456 millions ou de 10 %. Les revenus de PE Canada ont augmenté grâce aux soldes et commissions plus élevés de la plupart des produits, ce qui a été atténué par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Les revenus de la Gestion de patrimoine ont affiché une saine croissance, ceux des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ayant bondi de 26 % du fait de l'incidence favorable de l'acquisition de F&C et de l'accroissement des revenus tirés des produits tarifés qui a découlé de la forte hausse des actifs des clients. Les revenus d'assurance se sont accrus de 361 millions ou de 79 % grâce aux variations de la juste valeur des actifs d'assurance qui soutiennent nos passifs au titre des indemnités. Les variations de la juste valeur ont résulté de la hausse de la juste valeur des investissements à revenu fixe qu'a engendrée le recul des taux d'intérêt durant le trimestre.

L'augmentation des revenus d'assurance a été plus qu'annulée par l'accroissement des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités dont il est fait mention à la page 11. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, ses revenus ont fléchi de 5 % sur un an, les revenus de négociation satisfaisants ayant été plus que contrebalancés par les ajustements d'évaluation du crédit et du financement et par la baisse des revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés découlant en partie des profits sur titres moins importants. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis se sont raffermis grâce à l'essor des volumes, facteur qui a été annulé en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts et des revenus sous forme de commissions. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué en raison surtout des conséquences d'un ajustement sur une bic des groupes plus élevé. Une fois retranchés des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, la hausse du total des revenus a été de 5 %.

À 2 219 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 106 millions ou de 5 % supérieurs à ceux du premier trimestre de 2014, ce qui reflète principalement l'élargissement des volumes et l'incidence du renforcement du dollar américain, mais a été atténué par le repli de la marge nette d'intérêts et par la baisse des revenus générés par le portefeuille de prêts productifs qui a été acquis. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 7 points de base sur un an, se situant ainsi à 1,55 %. L'actif productif moyen s'est accru de 51,4 milliards de dollars ou de 10 % pour atteindre 567,3 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 22,6 milliards résultant du raffermissement du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une hausse de 470 millions de dollars ou de 20 % par rapport à il y a un an et se sont élevés à 2 836 millions, ce qui a découlé d'une forte amélioration des revenus d'assurance, des commissions de gestion de placements et de garde de titres ainsi que des revenus tirés des fonds d'investissement, en raison notamment de l'acquisition de F&C. Les revenus de négociation, les commissions de prise ferme et de consultation, les frais de services de cartes et les profits sur titres ont fléchi.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

Le total des revenus a augmenté de 415 millions de dollars ou de 9 % par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, compte non tenu de l'incidence des opérations de couverture, les revenus se sont accrus de 339 millions ou de 7 %. Les revenus de PE Canada ont diminué en raison surtout du repli des frais de services de cartes et de la marge nette d'intérêts, ce qui a été neutralisé en partie par la montée des volumes de la plupart des produits. Les revenus de la Gestion de patrimoine se sont accrus, ceux des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ayant affiché une hausse de 5 % du fait de l'accroissement des revenus tirés des produits tarifés qu'a permis l'essor des actifs des clients. Les revenus d'assurance ont bondi de 70 % à la faveur des facteurs mentionnés ci-dessus. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont inscrit une croissance de 14 % grâce à l'intensification des activités menées pour les clients. Les revenus du secteur Produits de négociation se sont améliorés grâce aux revenus plus élevés provenant de la négociation d'actions et de produits de taux d'intérêt, et ceux du secteur Activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont légèrement augmenté. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont quelque peu baissé car les avantages de la croissance des prêts aux entreprises et de leurs dépôts ont été plus qu'annulés par le repli de la marge nette d'intérêts. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué en raison surtout des conséquences d'un ajustement sur une bic des groupes plus élevé. Une fois retranchés des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, l'essor du total des revenus s'est contracté de 1 %.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 41 millions de dollars ou de 2 % en raison surtout de l'élargissement des volumes et de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, ce qui a été atténué par la baisse de la marge nette d'intérêts et des revenus générés par le portefeuille de prêts productifs qui a été acquis. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 5 points de base par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu des activités de négociation, cette marge s'est repliée de 8 points de base comparativement à ce qu'elle était au quatrième trimestre de 2014. L'actif productif moyen s'est accru de 27,3 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 16,2 milliards résultant du raffermissement du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 374 millions de dollars ou de 15 % en raison surtout de la forte hausse des revenus d'assurance.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

1) À compter du premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés. Les revenus d'assurance peuvent être volatils à cause des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs actuariels sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont plus que contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic)* **Tableau 4**

(en points de base)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
PE Canada	258	261	263
PE États-Unis	345	354	373
Services bancaires Particuliers et entreprises	284	287	292
Gestion de patrimoine	278	261	273
BMO Marchés des capitaux	65	46	48
Services d'entreprise, y compris T&O**	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	155	160	162
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	191	199	203
Total de la marge des services de détail au Canada***	255	258	260

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

** Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts. (n. s. - non significatif)

*** Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 163 millions de dollars, soit 64 millions de plus qu'à la même période un an plus tôt, ce qui a résulté du recul des recouvrements à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation à la provision de PE Canada a baissé de 7 millions de dollars, pour se situer à 132 millions, grâce au recul de celle constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de celle inscrite pour le portefeuille de prêts aux particuliers. La dotation à la provision de PE États-Unis, au montant de 40 millions, a augmenté de 19 millions à cause de l'incidence de recouvrements plus élevés un an plus tôt. La dotation de BMO Marchés des capitaux s'est établie à 9 millions, ayant augmenté de 10 millions en raison de la constatation de nouvelles dotations, comparativement à des recouvrements nets un an plus tôt. Les recouvrements des Services d'entreprise ont été de 20 millions, ce qui signale une baisse de 39 millions qu'a causée la diminution des recouvrements relatifs au portefeuille de prêts douteux acquis. Ce facteur a été neutralisé en partie par le recul de la dotation en lien avec le portefeuille de prêts productifs qui a été acquis.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 7 millions de dollars en regard du trimestre antérieur.

La dotation de PE Canada a été relativement stable par rapport à celle du trimestre précédent. La dotation de PE États-Unis a diminué de 7 millions de dollars essentiellement grâce au recul de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers. La dotation de BMO Marchés des capitaux a dépassé de 16 millions celle du trimestre précédent à cause de nouvelles dotations alors que des recouvrements nets ont été inscrits dans ce trimestre. Les recouvrements des Services d'entreprise ont augmenté de 22 millions en raison surtout de la diminution de la dotation relative au portefeuille de prêts productifs acquis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation **Tableau 5**

(en millions de dollars canadiens)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
PE Canada	132	129	139
PE États-Unis	40	47	21
Services bancaires Particuliers et entreprises	172	176	160
Gestion de patrimoine	2	(1)	(1)
BMO Marchés des capitaux	9	(7)	(1)
Services d'entreprise, y compris T&O 1)	(20)	2	(59)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	163	170	99

1) Les résultats des Services d'entreprise englobent des recouvrements de prêts douteux acquis de 29 millions de dollars au premier trimestre de 2015 (18 millions après impôts), de 33 millions au quatrième trimestre de 2014 (20 millions après impôts) et de 117 millions au premier trimestre de 2014 (72 millions après impôts).

Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances **Tableau 6**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Nouvelles dotations à la provision spécifique	307	312	358
Reprises sur les provisions déjà établies	(42)	(50)	(48)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(102)	(92)	(211)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	163	170	99
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,21	0,23	0,14

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 195 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 048 millions au quatrième trimestre de 2014, ce qui vient de l'appréciation du dollar américain, et à 2 482 millions il y a un an.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre se sont chiffrés à 424 millions de dollars, contre 534 millions au quatrième trimestre de 2014 et 642 millions un an plus tôt.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)	Tableau 7		
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
SBPD au début de la période	2 048	1 975	2 544
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	424	534	642
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(115)	(129)	(154)
Remboursements, montant net	(143)	(159)	(446)
Montants sortis du bilan	(173)	(214)	(203)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	(13)	-	(2)
Fluctuations des cours de change et autres variations	167	41	101
SBPD à la fin de la période	2 195	2 048	2 482
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,69	0,67	0,85

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités ont été de 747 millions de dollars, accusant ainsi des hausses respectives de 390 millions et de 447 millions en regard du trimestre précédent et d'il y a un an, ce qui a résulté surtout des variations des passifs au titre des indemnités, incluant l'incidence défavorable des fluctuations des taux à long terme ce trimestre, ainsi que des avantages de la révision de la méthode de calcul actuariel et des hypothèses sous-jacentes au trimestre précédent.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 322 millions de dollars ou de 12 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 3 006 millions. Après ajustement, elles se sont situées à 2 953 millions, ce qui signale une hausse de 300 millions ou de 11 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 201 millions ou de 8 % principalement à cause de l'incidence de l'acquisition de F&C, laquelle a accru les charges de 4 %, ainsi que de l'augmentation des coûts technologiques, des coûts de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire et des frais liés au personnel

En comparaison du quatrième trimestre, les charges autres que d'intérêts comptables ou ajustées se sont accrues de 119 millions de dollars ou de 4 %. Exclusion faite de l'incidence d'un dollar américain plus fort et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite de 87 millions, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice, les charges autres que d'intérêts ajustées ont fléchi de 39 millions ou de 1 %.

Le levier d'exploitation ajusté s'est établi à 1,6 % d'un exercice à l'autre et à 4,7 % d'un trimestre à l'autre. Une fois retranchés des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, le levier d'exploitation ajusté a été de -5,3 % d'un exercice à l'autre et, d'un trimestre à l'autre, il s'est situé à -4,1 %, compte non tenu de l'incidence du renforcement du dollar américain et de l'acquisition de F&C.

Au premier trimestre de 2015, le ratio d'efficience ajusté a été de 58,4 %, comparativement à 59,2 % pour la même période de 2014.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a diminué de 139 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2014 et de 74 millions en regard du quatrième trimestre de 2014, pour s'établir à 139 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 12,2 % pour le trimestre à l'étude, contre 20,8 % il y a un an et 16,6 % au quatrième trimestre de 2014.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 151 millions de dollars, soit respectivement 136 millions et 74 millions de moins qu'il y a un an et qu'au trimestre précédent. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 12,6 % pour le trimestre écoulé, contre 20,9 % à la même période de 2014 et 16,8 % au quatrième trimestre de 2014. La baisse du taux d'impôt ajusté en regard des premier et quatrième trimestres de 2014 a découlé essentiellement de l'augmentation du bénéfice exonéré d'impôt, ce qui a été annulé en partie par une charge d'impôts relative à des périodes antérieures. Selon une bic, le taux d'impôt effectif ajusté a été de 24,7 % pour le trimestre écoulé, contre 25,5 % à la même période de 2014 et 22,6 % au quatrième trimestre de 2014.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2015

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO s'établissait à 10,1 % au 31 janvier 2015.

Ce ratio est demeuré le même qu'au 31 octobre 2014, l'augmentation des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 ayant été annulée par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques. L'incidence des fluctuations des cours de change sur ce ratio a été en grande partie couverte, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

Au 31 janvier 2015, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se situaient à 23,9 milliards de dollars, ayant augmenté de 1,5 milliard comparativement à ceux au 31 octobre 2014, ce qui a découlé surtout de l'incidence qu'un dollar américain plus fort a eue sur le cumul des autres éléments du résultat global et de l'essor des résultats non distribués, facteurs qui ont été atténués par les rachats d'actions effectués durant le trimestre.

Les actifs pondérés en fonction des risques pris en compte dans le calcul des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se chiffraient à 238 milliards de dollars au 31 janvier 2015, comparativement à 222 milliards au 31 octobre 2014, ce qui a découlé en grande partie des variations des cours de change. Les actifs pondérés en fonction des risques et libellés dans leur monnaie d'origine se sont accrus en raison surtout de l'essor des activités et de l'augmentation du risque de marché, ce qui a été neutralisé en grande partie par les changements apportés à leur méthode de calcul.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et celui du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,4 % et à 13,4 % au 31 janvier 2015, contre respectivement 12,0 % et 14,3 % au 31 octobre 2014. Ces ratios ont changé en regard de ceux au 31 octobre 2014 essentiellement à cause des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, tel qu'il est décrit ci-dessus, ainsi que de l'incidence des rachats de titres de fiducie de capital et d'actions privilégiées dont il est fait mention ci-dessous.

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a annoncé qu'à compter du premier trimestre de 2015, le ratio actif/fonds propres est remplacé par le ratio de levier que prescrit Bâle III. Le BSIF a établi que ce dernier ratio devra être d'au moins 3 %. Au 31 janvier 2015, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 3,8 %.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. La conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions du capital libellés en dollars américains peut également avoir pour effet de faire varier les ratios de fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des contrats de couverture pour réduire l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios de fonds propres. Toute activité de cette nature peut également influencer sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Des informations sur la gestion globale du capital et sur le risque de liquidité et de financement, dont les exigences réglementaires qui influent sur les fonds propres et la liquidité, sont présentées aux pages 64 à 69 et 95 à 100 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Dans un effort pour favoriser la comparabilité des exigences concernant les fonds propres et assurer que le système bancaire en comprend des niveaux minimums, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) étudie diverses solutions et les modifications qu'il pourrait apporter aux règles sur les fonds propres. Le document de consultation qu'il a publié en décembre 2014 et qui propose des changements à l'approche standard d'établissement du risque de crédit ainsi que la revue exhaustive des règlements sur les portefeuilles de négociation comptent parmi ses initiatives. Toujours en décembre, le CBCB a publié un document de consultation dans lequel il propose de remplacer le plancher transitoire de fonds propres actuel selon Bâle I par de nouveaux planchers basés sur les approches standards prescrites par Bâle II et Bâle III. Si ces changements sont mis en œuvre, ils pourraient avoir pour effet d'augmenter les fonds propres que nous sommes tenus de détenir.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons racheté 3 millions d'actions ordinaires dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ces actions représentant les seules rachetées aux termes de cette offre qui a débuté le 1^{er} février 2014 et qui a pris fin le 31 janvier 2015. Le 26 janvier 2015, nous avons annoncé avoir reçu du BSIF et de la Bourse de Toronto (TSX) l'autorisation de procéder, par voie des installations de la TSX, à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires de BMO, offre qui a débuté le 1^{er} février 2015 et qui se terminera le 31 janvier 2016. Les dates et les montants des rachats effectués en vertu de l'offre sont à la discrétion de la direction qui les détermine en fonction de divers facteurs telles la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. La Banque consultera régulièrement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de cette offre.

Au cours du trimestre, 282 475 actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions.

Le 31 décembre 2014, nous avons racheté tous les titres de fiducie de capital de BMO – série D (BOaTS BMO – série D) à un montant équivalant à 1 000 \$, ce qui a représenté un rachat totalisant 600 millions de dollars, plus les distributions non versées.

Le 22 janvier 2015, nous avons annoncé avoir l'intention de racheter, le 25 février 2015, la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B, série 23, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif à un prix de rachat de 25,00 \$ chacune plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusivement.

Le 24 février 2015, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,80 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 26 mai 2015 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mai 2015. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))
Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	T1-2015	T4-2014
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	34 277	31 273
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(10 335)	(8 852)
Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	23 942	22 421
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	3 546	4 539
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(358)	(358)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	3 188	4 181
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	27 130	26 602
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	4 842	5 375
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(50)
Fonds propres de catégorie 2)	4 792	5 325
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	31 922	31 927
Actifs pondérés en fonction des risques 5)		
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	237 529	222 092
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	237 940	222 428
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	238 292	222 931

Ratios des fonds propres (%)

Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,1	10,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	12,0
Ratio du total des fonds propres	13,4	14,3

- 1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.
- 2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été 64 %, 71 % et 77 %, respectivement, au premier trimestre de 2015 (57 %, 65 % et 77 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2014), ce qui a donné lieu à des mesures différentes des actifs pondérés en fonction des risques pour chacune de ces trois catégories de fonds propres réglementaires.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires
Tableau 9

Au 18 février 2015	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	647
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 13	350 \$
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 23 1)	400 \$
Série 25	290 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Billets à moyen terme	
Série H 2)	1 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	7,8
- droits non acquis	5,3

- 1) Le 22 janvier 2015, nous avons annoncé notre intention de racheter nos actions privilégiées, série 23, le 25 février 2015.
 - 2) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 158 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.
- La note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 20 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 161 du Rapport annuel pour 2014 de BMO, traitent en détail du capital social.

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2015.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis.

À compter du premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au premier trimestre de 2015, les ajustements sur une bic ont totalisé 190 millions de dollars, contre 99 millions au quatrième trimestre de 2014 et 85 millions au premier trimestre de 2014.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	Tableau 10		
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 898	1 861	1 801
Revenus autres que d'intérêts	589	595	550
Total des revenus (bic)	2 487	2 456	2 351
Dotation à la provision pour pertes sur créances	172	176	160
Charges autres que d'intérêts	1 395	1 348	1 313
Bénéfice avant impôts sur le résultat	920	932	878
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	226	237	226
Bénéfice net comptable	694	695	652
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	14	14	14
Bénéfice net ajusté	708	709	666
Hausse du bénéfice net (%)	6,5	23,5	3,7
Hausse des revenus (%)	5,8	7,6	4,6
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	6,2	6,5	6,2
Rendement des capitaux propres (%)	15,7	17,1	16,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,0	17,4	16,8
Levier d'exploitation (%) (bic)	(0,4)	1,1	(1,6)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	(0,7)	0,8	(1,9)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	56,1	54,9	55,9
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	55,4	54,1	55,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,84	2,87	2,92
Actif productif moyen	265 408	257 587	245 007
Solde moyen des prêts et acceptations courants	261 126	253 703	242 184
Solde moyen des dépôts	204 818	196 299	186 386

1) Les montants avant impôts de 18 millions de dollars au premier trimestre de 2015, de 19 millions au quatrième trimestre de 2014 et de 20 millions au premier trimestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Revenus nets d'intérêts	1 217	1 222	1 196
Revenus autres que d'intérêts	411	429	382
Total des revenus	1 628	1 651	1 578
Dotation à la provision pour pertes sur créances	132	129	139
Charges autres que d'intérêts	835	819	790
Bénéfice avant impôts sur le résultat	661	703	649
Charge d'impôts sur le résultat	159	177	164
Bénéfice net comptable	502	526	485
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	1	1
Bénéfice net ajusté	503	527	486
Revenus des services aux particuliers	1 078	1 096	1 048
Revenus des services aux entreprises	550	555	530
Hausse du bénéfice net (%)	3,6	14,8	8,5
Hausse des revenus (%)	3,1	6,9	6,6
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	5,6	6,1	3,7
Levier d'exploitation (%)	(2,5)	0,8	2,9
Ratio d'efficience (%)	51,3	49,6	50,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,58	2,61	2,63
Actif productif moyen	187 185	185 905	180 653
Solde moyen des prêts et acceptations courants	191 744	190 428	184 989
Solde moyen des dépôts	131 441	128 536	122 460

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au premier trimestre de 2015, au quatrième trimestre de 2014 et au premier trimestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts. Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

Le bénéfice net de PE Canada, soit 502 millions de dollars, s'est accru de 17 millions ou de 4 % sur un an. Les revenus se sont améliorés de 50 millions ou de 3 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes et des commissions de la plupart des produits, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts, laquelle s'est repliée de 5 points de base pour s'établir à 2,58 %. Ce repli a été causé par le recul des marges sur les prêts et sur les dépôts.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 30 millions de dollars en regard d'il y a un an du fait des répercussions de la progression des soldes et des commissions, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Le total des soldes des prêts aux particuliers (exclusion faite de leurs cartes) a augmenté de 3 % sur un an. Les soldes de leurs dépôts se sont accrus de 8 % grâce principalement à l'accroissement des dépôts à terme et des comptes de chèques.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 20 millions de dollars, ce qui témoigne de l'incidence de la progression des soldes et des commissions de la plupart des produits, facteur qui a été annulé en partie par la contraction de la marge nette d'intérêts. La croissance des soldes des prêts aux entreprises (exclusion faite de leurs cartes) et de leurs dépôts a été de 7 % en regard d'il y a un an.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 7 millions de dollars ou de 5 % en raison de la baisse de celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par la hausse de la dotation liée au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 45 millions ou de 6 %, ce qui témoigne des investissements continus dans les activités, incluant l'incidence des coûts associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 6,8 milliards de dollars ou de 4 % par rapport à un an plus tôt, et les dépôts se sont accrus de 9,0 milliards ou de 7 %.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net a diminué de 24 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Les revenus ont fléchi de 23 millions ou de 1 % à cause de la réduction des frais de services de cartes et de la marge nette d'intérêts, ce qui a été compensé en partie par l'élargissement des volumes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 3 points de base en raison de la contraction des marges sur les prêts aux particuliers.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont baissé de 18 millions de dollars à cause principalement du fléchissement de la marge nette d'intérêts et des frais de services de cartes, ce qui a été compensé en partie par l'élargissement des soldes de la plupart des produits. Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont affaiblis de 5 millions à cause de la baisse des frais de services de cartes des entreprises. L'essor des soldes des prêts aux entreprises a été annulé par le recul de la marge nette d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances n'a que peu changé en regard du trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 16 millions de dollars ou de 2 % à cause surtout des investissements continus dans les activités et de l'accroissement de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 1,3 milliard de dollars ou de 1 % par rapport au trimestre précédent, et les dépôts se sont accrus de 2,9 milliards ou de 2 %.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)
Tableau 12

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	571	575	559
Revenus autres que d'intérêts	149	149	155
Total des revenus (bic)	720	724	714
Dotation à la provision pour pertes sur créances	33	42	20
Charges autres que d'intérêts	470	476	483
Bénéfice avant impôts sur le résultat	217	206	211
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	56	55	57
Bénéfice net comptable	161	151	154
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	11	11	12
Bénéfice net ajusté	172	162	166
Hausse du bénéfice net (%)	4,5	51,8	(15,6)
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	3,3	44,9	(15,9)
Hausse des revenus (%)	0,8	2,1	(7,2)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	(2,8)	0,4	1,6
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(2,1)	1,2	2,5
Levier d'exploitation (%) (bic)	3,6	1,7	(8,8)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	2,9	0,9	(9,7)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	65,2	65,8	67,6
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	63,2	63,6	65,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,45	3,54	3,73
Actif productif moyen	65 606	64 492	59 569
Solde moyen des prêts et acceptations courants	58 185	56 929	52 944
Solde moyen des dépôts	61 548	60 966	59 193
(équivalents en millions de dollars canadiens)			
Revenus nets d'intérêts (bic)	681	639	605
Revenus autres que d'intérêts	178	166	168
Total des revenus (bic)	859	805	773
Dotation à la provision pour pertes sur créances	40	47	21
Charges autres que d'intérêts	560	529	523
Bénéfice avant impôts sur le résultat	259	229	229
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	67	60	62
Bénéfice net comptable	192	169	167
Bénéfice net ajusté	205	182	180
Actif productif moyen	78 223	71 682	64 354
Solde moyen des prêts et acceptations courants	69 382	63 275	57 195
Solde moyen des dépôts	73 377	67 763	63 926

1) Les montants avant impôts de 14 millions de dollars au premier trimestre de 2015, de 16 millions au quatrième trimestre de 2014 et de 18 millions au premier trimestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

Le bénéfice net a atteint 192 millions de dollars, en hausse de 25 millions ou de 15 % et, après ajustement, il s'est accru de 25 millions ou de 14 % et s'est chiffré à 205 millions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est dégagé à 161 millions de dollars, ayant dépassé de 7 millions ou de 5 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 172 millions, ayant progressé de 6 millions ou de 3 %, ce qui a résulté d'une hausse de 6 % du bénéfice avant impôts et avant dotation, facteur qui a été atténué par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont chiffrés à 720 millions de dollars, ce qui signale une amélioration de 6 millions ou de 1 % comparativement à ceux d'il y a un an, laquelle provient de l'augmentation des volumes. Ce facteur a été atténué par le recul de la marge nette d'intérêts et des revenus sous forme de commissions. La marge nette d'intérêts a reculé de 28 points de base pour s'établir à 3,45 % en raison surtout de la diminution des marges sur les prêts qu'ont causée la concurrence exercée par les taux et des changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 33 millions de dollars, ayant augmenté de 13 millions à cause de l'incidence de recouvrements plus élevés un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 13 millions ou de 3 %, pour atteindre 470 millions et, après ajustement, elles ont fléchi de 9 millions ou de 2 % et se sont situées à 456 millions, grâce à une gestion rigoureuse des charges.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants, à savoir 58,2 milliards de dollars, a augmenté de 5,2 milliards ou de 10 % sur un an. Le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base a encore affiché un excellent taux de croissance à deux chiffres, s'étant accru de 5,9 milliards sur douze mois ou de 24 %, pour atteindre 30,1 milliards. De plus, nos portefeuilles de prêts automobiles indirects et de prêts aux entreprises garantis par des biens immobiliers ont connu une croissance de 6 % et de 16 %, respectivement, en regard du même trimestre de l'exercice précédent. À 61,5 milliards, le solde moyen des dépôts a augmenté de 2,4 milliards ou de 4 % en regard de la même période un an plus tôt. L'essor continu des dépôts des entreprises et des soldes des comptes de chèques des particuliers a été atténué par la baisse, d'ailleurs prévue, des soldes de dépôts à terme, dont les coûts sont plus élevés.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est amélioré de 23 millions de dollars ou de 14 % et, après ajustement, il s'est accru de 23 millions ou de 13 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net a augmenté de 10 millions de dollars ou de 6 % par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est élargi de 10 millions ou de 5 %, ce qui a découlé surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges. Ce facteur a été neutralisé en partie par le recul des revenus.

Les revenus ont fléchi de 4 millions de dollars en regard du trimestre précédent étant donné que les avantages de l'essor des prêts aux entreprises et de leurs dépôts ont été plus qu'annulés par le repli de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est comprimée de 9 points de base, pour se situer à 3,45 %, ce qui reflète l'incidence de la pression sur les marges sur les prêts qu'a causée la concurrence et des changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 9 millions de dollars ou de 20 % en raison surtout de la réduction du portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 6 millions et, après ajustement, elles ont reculé de 4 millions car l'augmentation de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice, a été plus qu'annulée par une gestion rigoureuse des charges.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants s'est accru de 1,3 milliard de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent en raison de l'essor du portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base. Le solde moyen des dépôts s'est amélioré de 0,6 milliard ou de 1 %, la hausse des dépôts des entreprises et des soldes des comptes de chèques des particuliers ayant été contrebalancée en partie par le recul, d'ailleurs prévu, des soldes des dépôts à terme, dont les coûts sont plus élevés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion de patrimoine	Tableau 13		
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Revenus nets d'intérêts	160	144	140
Revenus autres que d'intérêts 1)	1 622	1 256	1 083
Total des revenus 1)	1 782	1 400	1 223
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	2	(1)	(1)
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités 1)	747	300	357
Charges autres que d'intérêts	828	816	645
Bénéfice avant impôts sur le résultat	205	285	222
Charge d'impôts sur le résultat	46	60	48
Bénéfice net comptable	159	225	174
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	10	9	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	17	18	8
Bénéfice net ajusté	186	252	182
Hausse du bénéfice net (%)	(8,7)	(27,7)	7,5
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	2,3	(20,9)	8,1
Hausse des revenus (%) 1)	45,6	14,7	31,1
Hausse des revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités 1)	19,3	5,8	11,4
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	28,3	35,2	12,9
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	24,9	31,7	12,7
Rendement des capitaux propres (%)	11,5	17,4	20,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	13,4	19,4	21,6
Levier d'exploitation (%) 1)	17,3	(20,5)	18,2
Levier d'exploitation ajusté (%) 1)	20,7	(17,0)	18,4
Ratio d'efficacité (%) 1)	46,5	58,3	52,7
Ratio d'efficacité ajusté (%) 1)	44,5	55,9	51,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,78	2,61	2,73
Actif productif moyen	22 780	21 985	20 433
Solde moyen des prêts et acceptations courants	13 805	13 250	12 561
Solde moyen des dépôts	26 595	25 217	25 211
États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	185	181	178
Charges autres que d'intérêts	169	196	157
Bénéfice net comptable	12	(7)	17
Bénéfice net ajusté	17	(2)	22
Actif productif moyen	3 186	3 126	2 935
Solde moyen des prêts et acceptations courants	2 829	2 707	2 527
Solde moyen des dépôts	6 296	6 092	5 863

1) À compter du premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions liés à F&C de 13 millions de dollars au premier trimestre de 2015 et de 11 millions au quatrième trimestre de 2014 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Les montants avant impôts de 22 millions de dollars au premier trimestre de 2015, de 22 millions au quatrième trimestre de 2014 et de 10 millions au premier trimestre de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

Le bénéfice net a été de 159 millions de dollars et, après ajustement, il s'est dégagé à 186 millions, comparativement à 182 millions il y a un an. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 155 millions, pour une hausse de 33 millions ou de 28 %, ce qui a résulté d'une saine croissance interne et de celle générée par F&C qui a été acquise. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 31 millions, s'étant comprimé de 29 millions sur douze mois, ce qui est principalement attribuable à une charge après impôts de 41 millions découlant de variations défavorables des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude, contre une charge après impôts de 7 millions il y a un an.

Les revenus ont augmenté de 559 millions de dollars ou de 46 % en regard d'il y a un an, pour s'établir à 1 782 millions. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 966 millions, s'étant améliorés de 198 millions ou de 26 % grâce à l'incidence positive de F&C qui a été acquise ainsi qu'à la progression des revenus tirés des produits tarifés qu'a engendrée la forte croissance des actifs des clients. Les revenus d'assurance se sont chiffrés à 816 millions, en hausse de 361 millions ou de 79 % grâce à la variation de la juste valeur des investissements des activités d'assurance qui soutiennent nos passifs au titre des indemnités. La variation de la juste valeur reflète surtout l'augmentation de la juste valeur des placements à revenu fixe à laquelle a donné lieu le recul des taux d'intérêt au cours du trimestre. L'amélioration des revenus d'assurance a été plus qu'annulée par la hausse de 390 millions des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 21 millions. En retranchant des revenus des activités d'assurance, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, les revenus de la Gestion de patrimoine ont augmenté de 19 %.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 828 millions de dollars, pour une hausse de 183 millions ou de 28 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 793 millions, s'étant alourdies de 158 millions ou de 25 % en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de F&C, de la hausse des charges liées aux revenus et des investissements qu'a exigée l'évolution du cadre commercial et réglementaire. Le renforcement du dollar américain a accru de 18 millions les charges ajustées.

Ayant atteint 852 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont bondi de 254 milliards ou de 43 % par rapport à il y a un an, F&C qui a été acquise ayant représenté 148 milliards de cette hausse. Compte non tenu de F&C, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 18 %, ce qui a résulté de l'appréciation du dollar américain, de la progression des marchés et de la croissance des nouveaux actifs des clients.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

Avant et après ajustement, le bénéfice net s'est replié de 66 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru de 20 millions ou de 16 % grâce à l'expansion de ces activités. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a fléchi de 86 millions puisque celui du trimestre précédent tenait compte d'une incidence favorable nette de 44 millions après impôts résultant de changements apportés à la méthode de calcul du taux de réinvestissement final moins les répercussions des modifications des hypothèses actuarielles annuelles. Le reste de la baisse a découlé de fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme par rapport au quatrième trimestre de 2014.

Les revenus se sont améliorés de 382 millions de dollars ou de 27 % comparativement à ce qu'ils étaient au trimestre précédent. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont accrus de 46 millions ou de 5 %, ce qui reflète la hausse des revenus tirés des produits tarifés qu'a générée l'essor des actifs des clients. Les revenus d'assurance ont augmenté de 336 millions en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements des activités d'assurance, ce qui a été plus qu'annulé par la hausse de 447 millions des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités qu'a engendrée le recul des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre à l'étude et les changements favorables des provisions techniques au trimestre précédent. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 15 millions. En retranchant des revenus des activités d'assurance, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, les revenus de la Gestion de patrimoine ont baissé de 6 % à cause de l'augmentation des passifs au titre des indemnités, dont il est fait mention ci-dessus.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 12 millions de dollars ou de 1 %. Après ajustement, elles ont augmenté de 10 millions ou de 1 %. Exclusion faite de l'incidence d'un dollar américain plus fort, les charges autres que d'intérêts ajustées ont baissé de 3 millions en raison du règlement d'une question juridique au trimestre précédent, ce qui a été neutralisé en partie par la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite et de l'accroissement des coûts de soutien.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 57 milliards de dollars ou de 7 % grâce au renforcement du dollar américain et à l'appréciation des marchés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de la Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	388	262	260
Revenus autres que d'intérêts	533	549	713
Total des revenus (bic)	921	811	973
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	9	(7)	(1)
Charges autres que d'intérêts	623	573	608
Bénéfice avant impôts sur le résultat	289	245	366
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	68	54	90
Bénéfice net comptable et ajusté	221	191	276
Revenus des Produits de négociation	569	470	591
Revenus des Activités de banque d'affaires et services aux sociétés	352	341	382
Hausse du bénéfice net (%)	(20,1)	(11,6)	(7,0)
Hausse des revenus (%)	(5,2)	2,0	8,9
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	2,5	9,0	16,3
Rendement des capitaux propres (%)	13,7	14,3	18,8
Levier d'exploitation (%) (bic)	(7,7)	(7,0)	(7,4)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	67,6	70,8	62,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,65	0,46	0,48
Actif productif moyen	237 186	225 414	215 919
Actif moyen	287 666	263 362	254 156
Solde moyen des prêts et acceptations courants	34 526	31 076	27 823
Solde moyen des dépôts	138 979	132 916	130 594
États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)			
Total des revenus (bic)	265	253	342
Charges autres que d'intérêts	220	212	226
Bénéfice net comptable	29	32	86
Actif productif moyen	76 161	80 529	74 641
Actif moyen	85 228	88 323	84 847
Solde moyen des prêts et acceptations courants	10 184	9 587	8 992
Solde moyen des dépôts	58 603	57 254	55 030

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est chiffré à 221 millions de dollars, en baisse de 55 millions ou de 20 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, les revenus de négociation satisfaisants ayant été plus que contrebalancés par les ajustements d'évaluation du crédit et du financement et par la baisse des revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés découlant en partie des profits sur titres moins importants. Les ajustements du crédit et du financement ont réduit les revenus de 41 millions et le bénéfice net de 31 millions pour le trimestre.

Ceux tirés des services aux sociétés ont été élevés, mais leur amélioration a été plus qu'annulée par le recul des profits nets sur les titres et des commissions de services de banque d'affaires du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés. Quant aux revenus générés par le secteur Produits de négociation, les revenus de négociation satisfaisants ont été plus que contrebalancés par l'incidence négative qu'ont eue les ajustements d'évaluation du crédit et du financement. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 20 millions ou de 2 %, déduction faite des répercussions des couvertures.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, ce qui reflète de nouvelles dotations alors que des recouvrements nets avaient été constatés un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 15 millions ou de 2 %. Compte non tenu de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ont baissé de 10 millions ou de 2 % en raison de la diminution des frais liés au personnel, ce qui a été atténué par les coûts de soutien supplémentaires associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net a progressé de 30 millions de dollars ou de 15 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé principalement de la hausse des revenus. Ce facteur a été atténué par l'augmentation des charges et des pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres de 13,7 %, en baisse par suite d'un changement de méthodologie qui a eu pour effet d'accroître le capital réparti, a été contrebalancé en partie par l'augmentation du bénéfice net.

Les revenus ont augmenté de 110 millions de dollars ou de 14 % grâce à l'intensification des activités menées pour les clients. Les revenus du secteur Produits de négociation se sont accrus en raison surtout de la hausse de ceux générés par la négociation d'actions et de produits de taux d'intérêt. Ceux du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés se sont quelque peu renforcés. L'appréciation du dollar américain a ajouté 6 millions ou 1 % aux revenus, déduction faite des répercussions des couvertures.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 16 millions de dollars, ce qui reflète de nouvelles dotations alors que des recouvrements nets avaient été constatés au quatrième trimestre de 2014. Les charges autres que d'intérêts ont dépassé de 50 millions ou de 9 % celles du trimestre précédent surtout en raison de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, laquelle est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que des coûts de soutien supplémentaires associés à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. La plus-value du dollar américain a accru les charges de 18 millions ou de 3 %.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations
Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(37)	10	(3)
Compensation sur une bic des groupes	(190)	(99)	(85)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(227)	(89)	(88)
Revenus autres que d'intérêts	92	62	20
Total des revenus (bic)	(135)	(27)	(68)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(20)	2	(59)
Charges autres que d'intérêts	160	150	118
Perte avant impôts sur le résultat	(275)	(179)	(127)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(201)	(138)	(86)
Bénéfice net (perte) comptable et après ajustement	(74)	(41)	(41)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances des Services d'entreprise			
Prêts immobiliers douteux	5	2	14
Intérêts sur les prêts douteux	4	3	10
Prêts douteux acquis	(29)	(33)	(117)
Prêts productifs acquis	-	30	34
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, résultat comptable	(20)	2	(59)
Solde moyen des prêts et acceptations	300	356	563
Prêts et acceptations à la fin de la période	256	306	559
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)			
Total des revenus (bic)	(43)	(80)	(23)
Recouvrement de pertes sur créances	(1)	(23)	(48)
Charges autres que d'intérêts	46	40	12
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(46)	(45)	(3)
Bénéfice net (perte) comptable	(42)	(52)	16
Total des revenus ajustés (bic)	(43)	(80)	(23)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement	(18)	2	(57)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	46	40	12
Bénéfice net (perte), après ajustement	(31)	(66)	21

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations. Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts de prestation des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats d'exploitation ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et les répercussions de la comptabilisation des prêts acquis.

Analyse des résultats financiers
Comparaison du premier trimestre de 2015 et du premier trimestre de 2014

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 74 millions de dollars pour le premier trimestre de 2015, comparativement à 41 millions pour la même période de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence qu'a eue sur les revenus et les impôts l'ajustement sur une bic des groupes, les résultats ont fléchi en raison du recul des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, de l'augmentation des charges réglementaires et des impôts ainsi que de l'incidence d'un dollar américain plus fort, ce qui a été atténué par la progression des revenus associée en grande partie aux éléments liés à la trésorerie.

Comparaison du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 74 millions de dollars pour le premier trimestre de 2015, comparativement à 41 millions pour le trimestre précédent. Les résultats se sont affaiblis en raison surtout de la baisse des revenus nets d'intérêts, lesquels avaient été exceptionnellement élevés au cours du trimestre précédent, et de la hausse des impôts, compte non tenu de l'incidence de l'ajustement sur une bic des groupes.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013
Total des revenus 1)	5 055	4 640	4 735	4 369	4 479	4 319	4 088	4 236
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	163	170	130	162	99	189	56	174
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	20	(30)
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités 1)	747	300	520	328	357	181	88	343
Charges autres que d'intérêts	3 006	2 887	2 756	2 594	2 684	2 580	2 526	2 550
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 139	1 283	1 329	1 285	1 339	1 369	1 398	1 199
Charge d'impôts sur le résultat	139	213	203	209	278	295	275	237
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 000	1 070	1 126	1 076	1 061	1 074	1 123	962
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 041	1 111	1 162	1 097	1 083	1 088	1 122	984
Bénéfice de base par action (\$)	1,47	1,57	1,68	1,61	1,58	1,60	1,67	1,41
Bénéfice dilué par action (\$)	1,46	1,56	1,67	1,60	1,58	1,60	1,66	1,40
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,53	1,63	1,73	1,63	1,61	1,62	1,66	1,44
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,55	1,60	1,58	1,59	1,62	1,69	1,78	1,82
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (%)	1,55	1,60	1,58	1,59	1,62	1,60	1,65	1,67
Taux d'impôt effectif (%)	12,2	16,6	15,3	16,2	20,8	21,6	19,7	19,8
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	12,6	16,8	15,6	16,5	20,9	21,5	19,2	19,0
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,19	1,11	1,08	1,10	1,08	1,04	1,04	1,02
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances								
PE Canada	132	129	129	131	139	164	122	149
PE États-Unis	40	47	57	52	21	98	43	59
Services bancaires Particuliers et entreprises	172	176	186	183	160	262	165	208
Gestion de patrimoine	2	(1)	(3)	2	(1)	1	(1)	1
BMO Marchés des capitaux	9	(7)	(6)	(4)	(1)	(17)	2	(6)
Services d'entreprise, y compris T&O	(20)	2	(47)	(19)	(59)	(57)	(110)	(29)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	163	170	130	162	99	189	56	174
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
PE Canada	502	526	525	480	485	458	486	421
PE États-Unis	192	169	161	157	167	104	152	153
Services bancaires Particuliers et entreprises	694	695	686	637	652	562	638	574
Gestion de patrimoine	159	225	189	192	174	310	216	139
BMO Marchés des capitaux	221	191	305	305	276	216	267	260
Services d'entreprise, y compris T&O	(74)	(41)	(54)	(58)	(41)	(14)	2	(11)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 000	1 070	1 126	1 076	1 061	1 074	1 123	962
Bénéfice net ajusté des groupes d'exploitation								
PE Canada	503	527	526	481	486	460	488	421
PE États-Unis	205	182	174	170	180	117	165	167
Services bancaires Particuliers et entreprises	708	709	700	651	666	577	653	588
Gestion de patrimoine	186	252	211	198	182	317	223	146
BMO Marchés des capitaux	221	191	305	306	276	217	268	260
Services d'entreprise, y compris T&O	(74)	(41)	(54)	(58)	(41)	(23)	(22)	(10)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 041	1 111	1 162	1 097	1 083	1 088	1 122	984

1) À compter du premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 58 et 59 de son Rapport annuel pour 2014. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de 2013 et le premier trimestre de 2015, inclusivement. Ce tableau reflète les modifications des IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 128 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

PE Canada

Au cours des quatre derniers trimestres en 2014, le bénéfice net de PE Canada a enregistré une bonne croissance grâce à un levier d'exploitation positif. L'amélioration des revenus enregistrée au cours de cette période provient de l'essor des soldes et des commissions, les marges nettes d'intérêts ayant été relativement stables. La progression des dépôts a été importante, mais celle des prêts a ralenti dans les derniers trimestres. Les charges ont augmenté en raison des investissements continus dans les activités. Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont demeurées relativement les mêmes au cours des cinq derniers trimestres.

PE États-Unis

Les résultats de PE États-Unis s'améliorent depuis le deuxième trimestre de 2014 en raison de la plus forte hausse des revenus, ce qui a découlé essentiellement de la croissance marquée des prêts aux entreprises. La marge nette d'intérêts s'est contractée à cause surtout de la réduction des marges sur les prêts qu'ont entraînée la concurrence exercée par les taux et les changements dans la composition des produits. Les dotations aux provisions pour pertes sur créances sont demeurées relativement les mêmes au cours des quatre derniers trimestres.

Gestion de patrimoine

Les résultats d'exploitation de la Gestion de patrimoine se sont nettement renforcés en 2014. Ceux des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont bénéficié de l'apport de F&C qui a été acquise dans la deuxième moitié de 2014 ainsi que d'une bonne croissance interne des actifs des clients. Les résultats du quatrième trimestre de 2013 tenaient compte d'un important profit sur titres. Compte non tenu de ce profit, les activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont vu leurs revenus enregistrer une hausse à deux chiffres dans les sept derniers trimestres. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 tenaient compte de coûts liés au règlement d'une question juridique.

Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme et des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles.

BMO Marchés des capitaux

Les résultats de BMO Marchés des capitaux sont demeurés solides au cours des trois premiers trimestres de 2014, bénéficiant de bonnes conditions de marché ainsi que d'une stratégie continue, mais aussi bien diversifiée. Les secteurs Banque d'affaires et services aux sociétés ainsi que Produits de négociation ont enregistré des revenus élevés. L'incidence d'ajustements d'évaluation du crédit et du financement et le ralentissement de certaines activités ont influé sur les résultats du quatrième trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2015.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a reculé depuis 2012 et affiché une certaine variabilité d'un trimestre à l'autre, ce qui est particulièrement évident lorsque les recouvrements associés au portefeuille de prêts douteux acquis sont ignorés.

Services d'entreprise

Le bénéfice net trimestriel ajusté a fléchi depuis le deuxième trimestre de 2013 en raison surtout de la variabilité des recouvrements des pertes sur créances du portefeuille de prêts acquis et des revenus des Services d'entreprise.

Change

En 2013, les cours de change ont peu fluctué. Le dollar américain s'est grandement renforcé en 2014, sauf au troisième trimestre où il a légèrement fléchi, et a enregistré une forte plus-value au premier trimestre de 2015. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Charge d'impôts sur le résultat

Le taux d'impôt effectif peut varier car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures, du montant du bénéfice exonéré d'impôt ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 31 janvier 2015, le total des actifs atteignait 672,4 milliards de dollars, ayant augmenté de 83,7 milliards en regard du 31 octobre 2014, ce qui inclut une hausse de 31,3 milliards résultant de la plus-value du dollar américain, exclusion faite de ses répercussions sur les actifs financiers dérivés. Ceux-ci ont progressé de 30,3 milliards et les passifs financiers dérivés se sont accrus de 30,0 milliards en raison surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et de change par suite, respectivement, du repli des taux d'intérêt et de la plus-value du dollar américain.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à l'appréciation du dollar américain. Le reste de 22,1 milliards de dollars de l'essor des actifs a découlé essentiellement de l'augmentation de 9,7 milliards de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, de 8,2 milliards des titres pris en pension ou empruntés, de 2,0 milliards du solde net des prêts et acceptations et de 1,9 milliard des valeurs mobilières.

La hausse de 9,7 milliards de dollars de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de l'accroissement des soldes auprès de banques centrales. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 8,2 milliards, ce qui se rapproche de la hausse de 6,6 milliards des titres prêtés ou mis en pension. Ces deux hausses ont résulté

des activités menées pour les clients. La croissance de 2,0 milliards du solde net des prêts et acceptations provient essentiellement des prêts aux entreprises et aux administrations publiques qu'ont consentis les groupes d'exploitation.

Les passifs se sont accrus de 81,3 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2014, montant dont une tranche de 30,2 milliards a découlé du renforcement du dollar américain, compte non tenu de ses répercussions sur les passifs financiers dérivés, et d'une hausse de 30,0 milliards des passifs financiers dérivés, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à un dollar américain plus fort. Le reste de 21,1 millions de dollars de l'accroissement des passifs a résulté principalement d'augmentations de 11,6 milliards des dépôts, de 6,6 milliards des titres mis en pension ou prêtés et de 1,7 milliard des titres vendus à découvert.

L'accroissement de 11,6 milliards de dollars des dépôts a résulté surtout d'une hausse de 5,2 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques, ce qui reflète les niveaux plus élevés des dépôts de gros et de ceux des clients, ainsi que d'augmentations de 4,4 milliards des dépôts des banques et de 2,0 milliards des dépôts des particuliers.

Le total des capitaux propres a augmenté de 2,4 milliards de dollars en regard de ce qu'il était au 31 octobre 2014. Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est renforcé de 3,0 milliards, ce qui a été atténué par une diminution de 0,6 milliard de la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales, et sa progression a résulté surtout de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global. Le cumul des autres éléments du résultat global relatif à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger a augmenté de 2,3 milliards, compte non tenu de l'incidence des couvertures, en raison surtout de la plus-value du dollar américain et celui lié aux couvertures de flux de trésorerie s'est accru de 0,6 milliard en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt. Les résultats non distribués ont augmenté de 252 millions.

La note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2014 et correspondent à celles décrites à la note 29 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 177 du Rapport annuel 2014 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits aux pages 70 et 71 de son Rapport annuel pour 2014 ainsi qu'à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation des clients canadiennes et entités à financement structuré. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre rapport de gestion annuel pour 2014 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2014 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 71 à 73 ainsi que 129 et 130 du Rapport annuel 2014 de BMO.

En date du 1^{er} novembre 2014, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (IASB) et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 131 et 132 du Rapport annuel pour 2014 de BMO renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir.

Instruments financiers désignés

Les pages 69 et 70 du Rapport annuel pour 2014 de BMO donnent de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, le cas échéant, survenu depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2014.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN)

En mars 2013, le BSIF a émis des lignes directrices désignant les six plus grandes banques canadiennes, dont BMO, comme étant des banques d'importance systémique nationale. Actuellement, aucune banque canadienne n'est considérée comme ayant une importance systémique mondiale.

En tant que BISN, le BSIF exige que nous présentions les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale (BISM). Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Global systemically important banks: updated assessment methodology and the higher loss absorbency requirement* que le CBCB a publié en juillet 2013. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent rapport.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de la consolidation des groupes qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins des états financiers consolidés et c'est pourquoi les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les créances transfrontières ont augmenté en raison de la plus-value du dollar américain, de l'essor des prêts, des titres pris en pension ou empruntés et des valeurs mobilières. Les passifs transfrontières se sont accrus à cause de l'appréciation du dollar américain et de la montée des dépôts et autres passifs. Les montants notionnels des dérivés hors cote ont progressé en raison surtout des contrats de change et de taux d'intérêt associés essentiellement aux activités menées pour les clients. Les activités de paiement ont également été touchées par un dollar américain plus fort et par la hausse du nombre de transactions réalisées dans cette monnaie.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 17

Au 31 octobre

Section	Indicateurs	2014	2013
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	218 233	187 300
	2. Passifs transfrontières	210 360	172 510
B. Taille	3. Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	651 228	638 599
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	116 970	114 698
	5. Passifs dans le système financier	58 126	49 194
	6. Titres en circulation	199 073	181 086
D. Substituabilité/infrastructure financière	7. Activité de paiement 1)	20 400 735	16 394 543
	8. Actifs sous garde	140 892	129 170
	9. Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	46 891	41 422
E. Complexité	10. Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	3 872 827	3 343 044
	11. Titres détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente	32 550	33 868
	12. Actifs de niveau 3	2 249	2 397

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

Évolution de la réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport de gestion, ainsi que les faits nouveaux concernant le cadre réglementaire qui sont décrits ci-dessous, et de nous y préparer.

Règle Volcker La version finale de la règle Volcker, en vertu de laquelle il est interdit aux entités bancaires et à leurs sociétés affiliées qui mènent des activités aux États-Unis d'effectuer certaines opérations pour leur propre compte et d'avoir certains liens avec des fonds de couverture et des fonds de capital-investissement, a été parachevée en décembre 2013. En décembre 2014, les organismes de réglementation américains ont prolongé jusqu'au 21 juillet 2016 la période durant laquelle les entités bancaires doivent faire en sorte que leurs placements et les liens qu'elles entretiennent avec des fonds d'investissement privés et qui ont été instaurés avant le 31 décembre 2013 respectent ces exigences. Ils ont également fait savoir qu'au cours de 2015, ils émettraient un avis repoussant cette date au 21 juillet 2017. Ces prolongations donneraient plus de temps aux entités bancaires pour se défaire de leurs investissements dans ces fonds ou des liens qu'elles ont avec eux afin d'assurer le respect des nouvelles exigences, mais ne changeraient en rien le calendrier de mise en œuvre, par une entreprise, du cadre de conformité à la règle Volcker.

Règlement du CRF Le Conseil de la Réserve fédérale a parachevé un règlement qui met en vigueur les normes prudentielles plus strictes de la loi *Dodd-Frank* et les exigences quant à l'application anticipée de mesures correctives aux activités aux États-Unis de banques non américaines, telle BMO. Le 29 décembre 2014, nous avons remis au Conseil de la Réserve fédérale un aperçu du plan de mise en œuvre par lequel nous entendons nous conformer à ces exigences d'ici la date d'entrée en vigueur de ce règlement, soit le 1^{er} juillet 2016. BMO évalue actuellement l'incidence que celui-ci aura sur ses activités et s'y prépare.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 64, 95 et 102 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Mise en garde

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 77 à 105 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Risque de marché

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 18 qui suit indique des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015				Au 31 octobre 2014				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 162	-	44 162	-	28 386	-	28 386	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 597	855	5 742	-	6 110	930	5 180	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	88 991	81 691	7 300	-	85 022	78 997	6 025	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente	50 711	-	50 711	-	46 966	-	46 966	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	10 586	-	10 586	-	10 344	-	10 344	-	Taux d'intérêt
Titres divers	1 084	-	1 084	-	987	-	987	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	66 086	-	66 086	-	53 555	-	53 555	-	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	317 630	-	317 630	-	303 038	-	303 038	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	62 989	59 562	3 427	-	32 655	31 627	1 028	-	Taux d'intérêt, change
Actifs divers	23 522	-	8 052	15 470	21 596	-	7 787	13 809	Taux d'intérêt
Total des actifs	672 358	142 108	514 780	15 470	588 659	111 554	463 296	13 809	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	429 778	8 160	421 618	-	393 088	7 639	385 449	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	63 701	60 810	2 891	-	33 657	32 312	1 345	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	10 986	-	10 986	-	10 878	-	10 878	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	30 013	30 013	-	-	27 348	27 348	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	49 551	-	49 551	-	39 695	-	39 695	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	45 565	-	45 142	423	43 676	-	43 263	413	Taux d'intérêt
Dettes subordonnées	4 964	-	4 964	-	4 913	-	4 913	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	634 558	99 983	535 152	423	553 255	67 299	485 543	413	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance et nos titres disponibles à la vente.

Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a augmenté au cours du trimestre en raison surtout des transactions visant nos portefeuilles d'actions et réalisées pour le compte de nos clients. Une plus grande diversification a compensé en partie cette augmentation. La VaR liée aux titres disponibles à la vente a elle aussi augmenté en raison de positions supplémentaires et de l'incidence de la calibration de certains paramètres de la VaR. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension s'est accru, ce qui est essentiellement imputable aux changements de cette VaR durant le trimestre.

Outre ceux indiqués ci-dessous, aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Nous avons perfectionné notre méthode servant à quantifier l'incidence potentielle des variations des taux d'intérêt sur les sensibilités du résultat et de la valeur économique au risque structurel au premier trimestre. La nouvelle méthode permet d'estimer avec plus de précision les taux prévus des dépôts advenant des changements aux taux d'intérêt.

La sensibilité de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. Sa sensibilité en cas de baisse des taux d'intérêt reflète surtout l'incidence du recul des taux d'intérêt canadiens et américains durant le trimestre, recul qui réduit davantage le niveau auquel les taux peuvent chuter, ainsi qu'une capacité plus restreinte de baisser les taux d'intérêt des dépôts lorsque les taux chutent. Ces changements ont, pour le trimestre, généré une légère exposition de la valeur économique en cas de baisse des taux d'intérêt, contre un avantage au titre de cette même valeur au trimestre précédent. La sensibilité du résultat structurel en cas de baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel, se voient attribuer des taux moins élevés ainsi qu'une capacité plus restreinte de baisser les taux d'intérêt des dépôts lorsque les taux chutent. Sa sensibilité en cas de hausse de taux d'intérêt reflète surtout l'avantage de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 91 à 95 de son Rapport annuel pour 2014.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1) 2)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015				Au 31 octobre 2014
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,5)	(0,6)	(1,4)	(0,4)	(0,5)
VaR liée aux actions	(12,0)	(5,1)	(12,3)	(3,3)	(3,2)
VaR liée au change	(1,0)	(1,1)	(2,5)	(0,4)	(0,5)
VaR liée aux taux d'intérêt	(5,6)	(4,4)	(5,7)	(3,3)	(5,8)
VaR liée au crédit	(6,8)	(6,3)	(7,2)	(5,4)	(5,5)
Diversification	11,3	8,0	n. s.	n. s.	7,4
Total de la VaR – Négociation	(14,6)	(9,5)	(15,1)	(7,4)	(8,1)
Total de la VaR – Titres disponibles à la vente	(10,6)	(8,7)	(10,6)	(7,8)	(7,9)

1) Le total de la VaR liée aux activités de négociation et le total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente sont assujettis au cadre de gestion des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux.

2) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.
n. s. – non significatif

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015				Au 31 octobre 2014
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(1,0)	(1,5)	(1,8)	(1,0)	(3,2)
VaR liée aux actions en période de tension	(14,5)	(9,3)	(14,5)	(7,2)	(14,0)
VaR liée au change en période de tension	(1,6)	(2,7)	(6,4)	(0,8)	(0,7)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(7,9)	(9,4)	(11,2)	(7,9)	(11,2)
VaR liée au crédit en période de tension	(20,3)	(19,3)	(21,1)	(17,2)	(13,6)
Diversification	20,2	19,9	n. s.	n. s.	20,6
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(25,1)	(22,3)	(26,1)	(18,0)	(22,1)

1) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

2) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.
n. s. – non significatif

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4) 5)

Tableau 21

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)		Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)	
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2015	31 octobre 2014
Hausse de 100 points de base	(545,9)	(715,1)	116,8	64,7
Baisse de 100 points de base	(61,5)	405,2	(39,1)	(62,6)
Hausse de 200 points de base	(1 614,3)	(1 579,4)	152,6	85,8
Baisse de 200 points de base	(258,3)	320,5	(51,1)	(68,1)

1) Nous avons amélioré notre méthode servant à quantifier l'incidence potentielle des variations des taux d'intérêt sur les sensibilités du résultat et de la valeur économique au risque structurel au premier trimestre. Les positions au 31 octobre 2014 n'ont pas été retraitées en fonction de la nouvelle méthode.

2) Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 75 points de base et à 25 points de base, respectivement, pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé de ceux à court terme.

3) Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées par voie du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque. L'exposition au risque associée à ces positions est prise en compte dans le tableau qui porte sur la VaR (Tableau 19) à l'élément Total de la VaR – Titres disponibles à la vente.

4) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

5) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2015 donnerait lieu à une augmentation de 76 millions de dollars de leur bénéfice après impôts et à une hausse de 572 millions de leur valeur économique avant impôts (71 millions et 385 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2015 donnerait lieu à une diminution de 72 millions de leur bénéfice après impôts et à une diminution de 623 millions de leur valeur économique avant impôts (63 millions et 414 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement.

Le tableau 22 ci-dessous résume les actifs liquides de BMO. Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 191,2 milliards de dollars au 31 janvier 2015, contre 171,0 milliards au 31 octobre 2014. La hausse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement de l'augmentation des soldes de la trésorerie et de l'incidence d'un dollar américain plus fort. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Outre ses actifs liquides, BMO a toujours accès au programme d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas ces dernières comme représentant une source de liquidité à laquelle elle a accès.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 23 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides	Tableau 22					
	Au 31 janvier 2015			Au 31 octobre 2014		
(en millions de dollars canadiens)	Valeurs comptables/actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 162	-	44 162	1 841	42 321	26 749
Dépôts à d'autres banques	6 597	-	6 597	-	6 597	6 110
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	109 608	20 525	130 133	85 869	44 264	41 770
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	20 285	2 100	22 385	5 180	17 205	16 046
Titres de créance d'entreprises	20 212	5 869	26 081	1 964	24 117	24 026
Titres de participation d'entreprises	67 353	13 537	80 890	40 145	40 745	41 600
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	217 458	42 031	259 489	133 158	126 331	123 442
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	19 825	-	19 825	3 913	15 912	14 680
Total des actifs liquides	288 042	42 031	330 073	138 912	191 161	170 981
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	107 080	-	107 080	713	106 367	108 804
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	395 122	42 031	437 153	139 625	297 528	279 785

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 janvier 2015.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Au 31 janvier 2015	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	50 759	-	1 841	463	48 455
Valeurs mobilières 5)	279 314	103 207	33 864	8 660	133 583
Prêts et acceptations	297 805	41 966	1 552	147 920	106 367
Autres actifs					
Instruments dérivés	62 989	-	-	62 989	-
Bureau et matériel	2 334	-	-	2 334	-
Écart d'acquisition	5 900	-	-	5 900	-
Immobilisations incorporelles	2 214	-	-	2 214	-
Actifs d'impôt exigible	579	-	-	579	-
Actifs d'impôt différé	3 385	-	-	3 385	-
Actifs divers	9 110	-	-	9 110	-
Total des autres actifs	86 511	-	-	86 511	-
Total des actifs	714 389	145 173	37 257	243 554	288 405

Au 31 octobre 2014	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	34 496	-	1 637	417	32 442
Valeurs mobilières 5)	253 961	85 374	30 465	7 939	130 183
Prêts et acceptations	285 186	37 060	2 722	136 600	108 804
Autres actifs					
Instruments dérivés	32 655	-	-	32 655	-
Bureau et matériel	2 276	-	-	2 276	-
Écart d'acquisition	5 353	-	-	5 353	-
Immobilisations incorporelles	2 052	-	-	2 052	-
Actifs d'impôt exigible	665	-	-	665	-
Actifs d'impôt différé	3 019	-	-	3 019	-
Actifs divers	8 231	-	-	8 231	-
Total des autres actifs	54 251	-	-	54 251	-
Total des actifs	627 894	122 434	34 824	199 207	271 429

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux exigences de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 9,1 milliards de dollars au 31 janvier 2015, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et de certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances de FHLB.

5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et autres actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 254,2 milliards de dollars au 31 janvier 2015, comparativement à 238,7 milliards au 31 octobre 2014. En outre, BMO reçoit des dépôts servant à faciliter certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels et émet, principalement à des épargnants, des billets structurés. Au 31 janvier 2015, ces dépôts se chiffraient à 31,1 milliards.

Au 31 janvier 2015, l'encours du financement de gros, financement provenant surtout de titres négociables, totalisait 175,7 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 41,1 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 134,6 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 156,4 milliards au 31 octobre 2014 en raison surtout de l'incidence de la plus-value du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24 ci-après. La note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 191,2 milliards au 31 janvier 2015 et qui, tel qu'il est décrit à la page 26, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Tableau 24

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Au 31 janvier 2015								
Dépôts d'autres banques 2)	10 771	5 915	1 055	15	17 756	-	-	17 756
Certificats de dépôt et papier commercial	12 073	19 697	20 580	6 261	58 611	2 212	-	60 823
Billets de dépôt au porteur	1 118	659	221	-	1 998	-	-	1 998
Papier commercial adossé à des actifs	1 100	1 621	1 170	13	3 904	-	-	3 904
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	-	3 783	1 330	9 405	14 518	12 247	18 695	45 460
Billets structurés non garantis de premier rang 3)	-	16	10	710	736	45	1 258	2 039
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires	-	1 510	343	1 048	2 901	2 005	12 902	17 808
Obligations couvertes	-	-	2 542	1 907	4 449	2 542	4 213	11 204
Titrisations de créances de cartes de crédit	-	42	-	1 009	1 051	3 014	1 136	5 201
Dette subordonnée 4)	-	-	363	-	363	483	5 650	6 496
Autres 5)	-	-	-	-	-	-	3 019	3 019
Total	25 062	33 243	27 614	20 368	106 287	22 548	46 873	175 708
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 100	3 173	4 055	3 977	12 305	7 561	21 270	41 136
Financement non garanti	23 962	30 070	23 559	16 391	93 982	14 987	25 603	134 572
Total 6)	25 062	33 243	27 614	20 368	106 287	22 548	46 873	175 708

- 1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Il exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.
- 2) Exception faite des dépôts d'autres banques, lesquels sont constitués essentiellement de dépôts bancaires obtenus dans le but de faciliter les activités de négociation, le financement non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables.
- 3) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.
- 4) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDIF concernant les informations à fournir.
- 5) Avances des Federal Home Loan Banks.
- 6) Le total du financement de gros était constitué de 55,7 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 120,0 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 janvier 2015.

En vertu de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, BMO est, depuis janvier 2015, tenue de maintenir à plus de 100 % son ratio de liquidité à court terme. Au 31 janvier 2015, son ratio de liquidité à court terme dépassait largement le niveau minimal exigé. Les banques canadiennes devront présenter leur ratio de liquidité à court terme conformément aux exigences du BSIF à compter de leur période de présentation correspondant à leur deuxième trimestre de 2015.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attrayants. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 figurant à la page 148 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 31 janvier 2015 : AA de la part de DBRS, AA- de la part de Fitch, Aa3 de la part de Moody's et A+ de la part de Standard & Poor's.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 janvier 2015, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 108 millions de dollars, 428 millions et 652 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Risque d'assurance

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion de ce risque ni du degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 102 de son Rapport annuel pour 2014.

Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion de ce risque qu'emploie BMO sont celles décrites dans la section qui traite du risque lié à la cybersécurité et dans celle qui porte sur le risque opérationnel, aux pages 78 et 101, respectivement, de son Rapport annuel pour 2014.

Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 88 et 89 de son Rapport annuel pour 2014. Nos expositions dans les pays européens au 31 janvier 2015 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les changements dans ces positions ont été mineurs en regard de celles au 31 octobre 2014.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 9) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 25

Au 31 janvier 2015

Pays	Tranche financée des prêts 1)	Titres 2) 8)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Pays GIIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	8	-	-	-	8	4	-	12	20
Italie	64	-	-	-	3	19	-	22	86
Portugal	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Espagne	55	-	-	-	1	-	-	1	56
Total - pays GIIPE	128	-	-	-	12	23	-	35	163
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)									
France	59	3	-	349	61	-	-	61	472
Allemagne	87	39	105	1 360	134	-	-	134	1 725
Pays-Bas	221	800	9	129	66	11	-	77	1 236
Finlande	1	-	-	439	-	-	-	-	440
Autres 6)	224	31	3	-	8	92	22	122	380
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	592	873	117	2 277	269	103	22	394	4 253
Reste de l'Europe									
Danemark	12	606	-	151	-	-	-	-	769
Norvège	15	1 035	-	-	57	-	-	57	1 107
Fédération de Russie	78	-	-	-	-	-	-	-	78
Suède	34	472	3	-	1	-	-	1	510
Suisse	280	-	-	-	32	-	-	32	312
Royaume-Uni	535	113	55	225	537	36	66	639	1 567
Autres 6)	4	-	-	-	-	-	-	-	4
Total - reste de l'Europe	958	2 226	58	376	627	36	66	729	4 347
Total - Europe 7)	1 678	3 099	175	2 653	908	162	88	1 158	8 763

Au 31 octobre 2014

Pays	Tranche financée des prêts 1)	Titres 2)			Opérations de type mise en pension et dérivés 3) 4)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	129	-	-	-	55	7	-	62	191
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	551	711	53	1 872	379	49	7	435	3 622
Total - reste de l'Europe	1 162	2 254	44	537	714	14	2	730	4 727
Total - Europe 7)	1 842	2 965	97	2 409	1 148	70	9	1 227	8 540

Voir les notes du tableau 26.

Pays	Prêts 1)						
	Tranche financée au 31 janvier 2015			Au 31 janvier 2015		Au 31 octobre 2014	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	8	-	21	8	103	8
Italie	64	-	-	64	64	69	69
Portugal	1	-	-	1	1	-	-
Espagne	55	-	-	67	55	62	52
Total – pays GIIPE	120	8	-	153	128	234	129
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)							
France	25	34	-	79	59	78	26
Allemagne	69	18	-	96	87	99	85
Pays-Bas	30	191	-	426	221	559	239
Finlande	1	-	-	1	1	-	-
Autres 6)	177	47	-	445	224	439	201
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	302	290	-	1 047	592	1 175	551
Reste de l'Europe							
Danemark	12	-	-	12	12	12	12
Norvège	15	-	-	15	15	15	15
Fédération de Russie	46	32	-	78	78	330	330
Suède	23	11	-	163	34	198	93
Suisse	4	276	-	535	280	471	215
Royaume-Uni	228	307	-	809	535	701	497
Autres 6)	-	4	-	51	4	45	-
Total – reste de l'Europe	328	630	-	1 663	958	1 772	1 162
Total – Europe 7)	750	928	-	2 863	1 678	3 181	1 842

- 1) La tranche financée comprends les prêts (essentiellement les produits de financement commercial).
- 2) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 3) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (15,8 milliards de dollars en Europe au 31 janvier 2015).
- 4) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 5) Exclut les réserves de 78 millions de dollars que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande au 31 janvier 2015.
- 6) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, mais non la Fédération de Russie, laquelle est présentée séparément ci-dessus.
- 7) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 91 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.
- 8) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 600 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 31 janvier 2015 (*inclut une position nette de 301 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 20 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).
- 9) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 janvier 2015 :
 - Une sûreté de 541 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (29 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 245 millions d'euros.
 - Des garanties de 1 153 millions de dollars (10 millions de dollars dans les pays GIIPE).

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 janvier 2014
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	2 809 \$	2 799 \$	2 708 \$	2 670 \$	2 732 \$
Valeurs mobilières	516	470	492	446	454
Dépôts à d'autres banques	76	67	67	69	67
	3 401	3 336	3 267	3 185	3 253
Charges d'intérêts					
Dépôts	712	720	727	701	717
Dettes subordonnées	44	40	37	37	36
Autres passifs	426	398	396	384	387
	1 182	1 158	1 160	1 122	1 140
Revenus nets d'intérêts	2 219	2 178	2 107	2 063	2 113
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	237	232	238	236	228
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	259	262	260	239	241
Revenus de négociation	193	198	231	246	274
Commissions sur prêts	170	171	169	171	169
Frais de services de cartes	106	118	116	116	112
Frais de gestion de placements et de garde de titres	376	351	343	279	273
Revenus tirés de fonds d'investissement	313	305	301	238	229
Commissions de prise ferme et de consultation	171	166	238	149	191
Profits sur titres, autres que de négociation	39	41	12	47	62
Revenus de change, autres que de négociation	62	47	40	38	54
Produits d'assurance	822	489	614	441	464
Autres	88	82	66	106	69
	2 836	2 462	2 628	2 306	2 366
Total des revenus	5 055	4 640	4 735	4 369	4 479
Dotations à la provision pour pertes sur créances	163	170	130	162	99
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	747	300	520	328	357
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	1 791	1 575	1 595	1 491	1 581
Bureaux et matériel	500	532	469	452	455
Amortissement des immobilisations incorporelles	96	98	104	90	90
Déplacements et expansion des affaires	142	165	136	122	119
Communications	75	70	73	78	68
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	12	11	8	10	10
Honoraires	152	188	159	140	135
Autres	238	248	212	211	226
	3 006	2 887	2 756	2 594	2 684
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 139	1 283	1 329	1 285	1 339
Charge d'impôts sur le résultat	139	213	203	209	278
Bénéfice net	1 000 \$	1 070 \$	1 126 \$	1 076 \$	1 061 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	986	1 057	1 110	1 062	1 048
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	13	16	14	13
Bénéfice net	1 000 \$	1 070 \$	1 126 \$	1 076 \$	1 061 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens)					
De base	1,47 \$	1,57 \$	1,68 \$	1,61 \$	1,58 \$
Dilué	1,46	1,56	1,67	1,60	1,58

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le				
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 janvier 2014
Bénéfice net	1 000 \$	1 070 \$	1 126 \$	1 076 \$	1 061 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	(2)	(37)	76	27	(38)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(14)	(22)	(17)	(16)	(22)
	(16)	(59)	59	11	(60)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	595	83	53	(31)	142
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(25)	(25)	(25)	(23)	(25)
	570	58	28	(54)	117
Profit net (perte) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profit (perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	2 484	578	(98)	(278)	1 176
Pertes latentes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(178)	(120)	-	(25)	(270)
	2 306	458	(98)	(303)	906
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(141)	(73)	(98)	21	25
Réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur (note 1) 7)	18	-	-	-	-
	(123)	(73)	(98)	21	25
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	2 737	384	(109)	(325)	988
Total du résultat global	3 737 \$	1 454 \$	1 017 \$	751 \$	2 049 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	3 723	1 441	1 001	737	2 036
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	13	16	14	13
Total du résultat global	3 737 \$	1 454 \$	1 017 \$	751 \$	2 049 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (13) \$, de 8 \$, de (30) \$, de (12) \$ et de 12 \$.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 11 \$, de 10 \$, de 6 \$, de 9 \$ et de 12 \$.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (207) \$, de (37) \$, de (14) \$, de 15 \$ et de (43) \$.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 6 \$, de 8 \$, de 6 \$, de 5 \$ et de 9 \$.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 64 \$, de 42 \$, de (2) \$, de 9 \$ et de 95 \$.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 40 \$, de 49 \$, de 32 \$, de (11) \$ et de (10) \$.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (6) \$.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 janvier 2014
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 162 \$	28 386 \$	38 250 \$	35 082 \$	34 112 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 597	6 110	5 800	7 069	6 586
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	88 991	85 022	90 459	82 426	85 957
Titres disponibles à la vente	50 711	46 966	47 673	51 883	55 736
Titres détenus jusqu'à l'échéance	10 586	10 344	10 420	9 318	8 254
Titres divers	1 084	987	989	983	994
	151 372	143 319	149 541	144 610	150 941
Titres pris en pension ou empruntés	66 086	53 555	49 452	51 981	53 579
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	102 073	101 013	99 484	97 632	97 321
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	65 301	64 143	64 286	64 571	64 610
Prêts sur cartes de crédit	7 924	7 972	7 976	7 953	7 963
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	133 193	120 766	115 812	116 492	112 396
	308 491	293 894	287 558	286 648	282 290
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10 986	10 878	9 651	9 906	9 207
Provision pour pertes sur créances	(1 847)	(1 734)	(1 768)	(1 850)	(1 747)
	317 630	303 038	295 441	294 704	289 750
Autres actifs					
Instruments dérivés	62 989	32 655	26 825	28 859	37 502
Bureaux et matériel	2 334	2 276	2 174	2 172	2 220
Écart d'acquisition	5 900	5 353	5 253	3 994	4 052
Immobilisations incorporelles	2 214	2 052	2 020	1 554	1 558
Actifs d'impôt exigible	579	665	770	800	1 030
Actifs d'impôt différé	3 385	3 019	2 962	2 927	2 986
Actifs divers	9 110	8 231	8 344	8 293	8 346
	86 511	54 251	48 348	48 599	57 694
Total des actifs	672 358 \$	588 659 \$	586 832 \$	582 045 \$	592 662 \$
Passifs et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	24 310 \$	18 243 \$	22 865 \$	22 607 \$	26 930 \$
Entreprises et administrations publiques	262 272	239 139	243 808	238 915	240 347
Particuliers	143 196	135 706	132 550	132 485	131 116
	429 778	393 088	399 223	394 007	398 393
Autres passifs					
Instruments dérivés	63 701	33 657	28 151	30 279	36 843
Acceptations	10 986	10 878	9 651	9 906	9 207
Titres vendus à découvert	30 013	27 348	28 366	24 350	26 646
Titres mis en pension ou prêtés	49 551	39 695	40 606	46 125	44 789
Passifs d'impôt exigible	262	235	255	146	386
Passifs d'impôt différé	161	178	185	71	115
Passifs divers	45 142	43 263	42 147	39 871	39 585
	199 816	155 254	149 361	150 748	157 571
Dettes subordonnées	4 964	4 913	3 948	3 965	3 983
Capitaux propres					
Capital social	15 413	15 397	15 194	14 686	14 298
Surplus d'apport	303	304	310	313	316
Résultats non distribués	17 489	17 237	16 724	16 155	15 617
Cumul des autres éléments du résultat global	4 112	1 375	991	1 100	1 425
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	37 317	34 313	33 219	32 254	31 656
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	483	1 091	1 081	1 071	1 059
Total des capitaux propres	37 800	35 404	34 300	33 325	32 715
Total des passifs et des capitaux propres	672 358 \$	588 659 \$	586 832 \$	582 045 \$	592 662 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2015	31 janvier 2014
Actions privilégiées		
Solde à l'ouverture de la période	3 040 \$	2 265 \$
Solde à la clôture de la période	3 040	2 265
Actions ordinaires		
Solde à l'ouverture de la période	12 357	12 003
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	57	-
Émises en vertu du régime d'options sur actions	16	30
Rachetées aux fins d'annulation	(57)	-
Solde à la clôture de la période	12 373	12 033
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	304	315
Charges liées aux options sur actions/options exercées	2	1
Autres	(3)	-
Solde à la clôture de la période	303	316
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	17 237	15 087
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	986	1 048
Dividendes – Actions privilégiées	(33)	(28)
– Actions ordinaires	(518)	(490)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(183)	-
Solde à la clôture de la période	17 489	15 617
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente		
Solde à l'ouverture de la période	156	205
(Pertes) latentes sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période 1)	(2)	(38)
Reclassement dans le résultat des (profits) de la période 2)	(14)	(22)
Solde à la clôture de la période	140	145
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie		
Solde à l'ouverture de la période	141	(8)
Profits sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période 3)	595	142
Reclassement dans le résultat des (profits) de la période 4)	(25)	(25)
Solde à la clôture de la période	711	109
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger		
Solde à l'ouverture de la période	1 368	405
Profit latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	2 484	1 176
Incidence de la couverture de la (perte) latente provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(178)	(270)
Solde à la clôture de la période	3 674	1 311
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi		
Solde à l'ouverture de la période	(290)	(165)
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi 6)	(141)	25
Solde à la clôture de la période	(431)	(140)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur		
Solde à l'ouverture de la période	-	-
Réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	18	-
Solde à la clôture de la période	18	-
Total du cumul des autres éléments du résultat global	4 112	1 425
Total des capitaux propres	37 317 \$	31 656 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		
Solde à l'ouverture de la période	1 091	1 072
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	14	13
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(27)	(26)
Rachat de titres de fiducie de capital (note 10)	(600)	-
Autres	5	-
Solde à la clôture de la période	483	1 059
Total des capitaux propres	37 800 \$	32 715 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (13) \$ et de 12 \$.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 11 \$ et de 12 \$.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (207) \$ et de (43) \$.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 6 \$ et de 9 \$.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 64 \$ et de 95 \$.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 40 \$ et de (10) \$.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (6) \$.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2015	31 janvier 2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	1 000 \$	1 061 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	1	-
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(40)	(62)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(1 540)	(9 745)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	163	99
Variation des instruments dérivés - (augmentation) des actifs dérivés	(34 125)	(7 741)
- augmentation des passifs dérivés	33 442	5 221
Amortissement des bureaux et du matériel	92	89
Amortissement des immobilisations incorporelles	96	90
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	(73)	205
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	(23)	8
Diminution nette de l'actif d'impôt exigible	172	131
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	22	(56)
Variation des intérêts courus - diminution des intérêts à recevoir	46	53
- (diminution) des intérêts à payer	(95)	(38)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	4 892	756
Augmentation nette des dépôts	7 462	16 954
(Augmentation) nette des prêts	(2 286)	(4 211)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	1 872	3 834
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	5 959	14 376
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(7 233)	(11 755)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	9 804	9 269
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
(Diminution) nette de passifs de filiales	(9)	(27)
Produits d'obligations couvertes	2 748	-
Rachat de titres d'une filiale (note 10)	(600)	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	18	30
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 10)	(240)	-
Dividendes versés en trésorerie	(489)	(505)
Dividendes versés en trésorerie aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	(27)	(26)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	1 401	(528)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	205	283
Achats de titres, autres que de négociation	(4 279)	(7 764)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 119	3 565
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	3 336	1 483
Bureaux et matériel - (achats nets)	(10)	(65)
Logiciels achetés et développés - (achats nets)	(79)	(82)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	292	(2 580)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4 279	1 862
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	15 776	8 023
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	28 386	26 089
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	44 162 \$	34 112 \$
Composition :		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	42 694 \$	32 325 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 468	1 787
	44 162 \$	34 112 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie :		
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 253 \$	1 167 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	206 \$	19 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 387 \$	3 265 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2015 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2014 qui figurent aux pages 128 à 189 de notre Rapport annuel 2014.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 24 février 2015.

Modifications de méthodes comptables

En date du 1^{er} novembre 2014, nous avons adopté les prises de position en comptabilité, nouvelles et modifiées, publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui suivent :

Risque de crédit propre à la Banque

Nous avons adopté par anticipation les dispositions sur le risque de crédit qui nous est propre contenues dans l'IFRS 9, *Instruments financiers*. Ces dispositions exigent qu'en ce qui concerne les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit qui nous est propre soient présentées dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le résultat net, à moins que cela n'entraîne la création ou l'accroissement d'une non-concordance comptable du résultat net. Les variations de la juste valeur qui ne sont pas attribuables au risque de crédit qui nous est propre continuent d'être comptabilisées dans le résultat net. Ces dispositions ont été adoptées par anticipation et ont donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 18 millions de dollars, déduction faites des impôts sur le résultat, dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le résultat net.

Dépréciation d'actifs

Nous avons adopté les modifications de l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Ces modifications portent sur la présentation d'information relative à la valeur recouvrable des actifs dépréciés si cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée du coût de cession. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur la présentation d'information dans nos états financiers consolidés intermédiaires.

Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Nous avons adopté les modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*. Ces modifications clarifient le fait qu'une entité a un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation si ce droit n'est pas conditionnel à un événement futur, et ce droit est exécutoire tant dans le cours normal des activités qu'en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite de l'entité et de toutes les contreparties. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés intermédiaires.

Droits et taxes

Nous avons adopté l'Interprétation 21 de l'IFRS Interpretations Committee (l'IFRIC 21), *Droits ou taxes*, qui fournit des directives sur le moment de comptabilisation d'un passif lié à un droit ou à une taxe imposé par une administration publique à une entité conformément aux lois. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires.

Futures modifications des IFRS

Par suite d'une annonce faite par notre organisme de réglementation en janvier 2015, le BSIF, nous adoptions les dispositions restantes de l'IFRS 9 pour notre exercice qui s'ouvrira le 1^{er} novembre 2017. Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura cette nouvelle norme sur nos résultats financiers futurs.

Note 2 : Valeurs mobilières

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2015				31 octobre 2014			
	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	10 301	193	1	10 493	10 420	82	1	10 501
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 191	182	4	4 369	4 063	44	3	4 104
l'administration fédérale américaine	1 724	32	4	1 752	1 094	2	3	1 093
des municipalités, agences et États américains	6 735	96	2	6 829	5 761	57	3	5 815
d'autres administrations publiques	6 156	34	-	6 190	6 116	17	1	6 132
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	3 011	60	-	3 071	3 031	24	1	3 054
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	7 770	56	5	7 821	6 872	35	12	6 895
Titres de créance d'entreprises	8 208	171	2	8 377	7 577	95	6	7 666
Titres de participation d'entreprises	1 765	108	64	1 809	1 582	129	5	1 706
Total	49 861	932	82	50 711	46 516	485	35	46 966

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être compensés par les pertes (profits) latents connexes sur des passifs ou des contrats de couverture.

Note 3 : Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 31 janvier 2015, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 246 millions de dollars (301 millions au 31 janvier 2014).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 janvier 2015	31 janvier 2014	31 janvier 2015	31 janvier 2014	31 janvier 2015	31 janvier 2014	31 janvier 2015	31 janvier 2014	31 janvier 2015	31 janvier 2014
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) au début de la période	113	99	74	71	237	315	-	-	424	485
Montants sortis du bilan	(17)	(20)	(170)	(151)	(74)	(110)	-	-	(261)	(281)
Recouvrements de montant sortis du bilan à des périodes antérieures	3	13	39	42	60	156	-	-	102	211
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	11	15	135	115	17	(31)	-	-	163	99
Fluctuations de change et autres	4	(2)	(5)	(2)	28	5	-	-	27	1
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin de la période	114	105	73	75	268	335	-	-	455	515
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	83	88	678	622	754	756	27	19	1 542	1 485
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(5)	8	(4)	4	8	(17)	1	5	-	-
Fluctuations de change et autres	8	3	23	4	65	41	-	-	96	48
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	86	99	697	630	827	780	28	24	1 638	1 533
Total de la provision pour pertes sur créances	200	204	770	705	1 095	1 115	28	24	2 093	2 048
Composition : Prêts	176	184	770	705	873	834	28	24	1 847	1 747
Autres instruments de crédit	24	20	-	-	222	281	-	-	246	301

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 25 millions de dollars ont été inscrits pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (36 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 765 millions de dollars au 31 janvier 2015 (728 millions au 31 octobre 2014). Au 31 janvier 2015, des prêts restructurés d'un montant de 277 millions de dollars ont été classés comme productifs (291 millions au 31 octobre 2014). Des prêts restructurés de 6 millions de dollars ont été sortis du bilan au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015 (25 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014).

Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015, nous avons inscrit des recouvrements nets sur pertes sur créances de 11 millions de dollars (1 million pour le trimestre clos le 31 janvier 2014). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

Prêts productifs acquis

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (8 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée dans la provision générale et la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement des prêts productifs renouvelables sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements en trésorerie sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 23 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (45 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

La réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs a donné lieu pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 17 millions de dollars et à des revenus nets d'intérêts de néant (dotation à la provision pour pertes sur créances de 7 millions et revenus nets d'intérêts de 6 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances en lien avec ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (34 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Au 31 janvier 2015, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 12 062 millions de dollars (11 703 millions au 31 octobre 2014). Au 31 janvier 2015, l'ajustement au titre des pertes sur créances sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 286 millions de dollars, à 96 millions et à 1 million, respectivement (279 millions, 94 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 383 millions de dollars, une tranche de 211 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. La tranche restante de 172 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts douteux acquis

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 29 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (reprise de 117 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Au 31 janvier 2015, le montant des prêts productifs acquis restant au bilan était de 476 millions de dollars (488 millions au 31 octobre 2014). Au 31 janvier 2015 et au 31 octobre 2014, le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à néant.

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme et de la gestion du risque de marché structurel découlant de nos activités bancaires et d'assurance.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter les engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsque ces engagements arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Les principales mesures au 31 janvier 2015 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 25 à 31 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2015.

Note 5 : Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2015 1)		31 octobre 2014	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	9 597		9 569	
Autres actifs connexes 2)	8 749		8 382	
Total	18 346	17 899	17 951	17 546

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 18 481 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 18 692 millions, pour une position nette de (211) millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nous avons vendu des prêts de 1 446 millions de dollars à des programmes de titrisation de tiers (906 millions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014).

Note 6 : Entités structurées

Le total des actifs et des passifs inclus dans notre bilan consolidé eu égard à nos entités structures consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant :

	31 janvier 2015				31 octobre 2014			
	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation américaine des clients	Entité de protection du crédit	Entités de capital et de financement 1)	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation américaine des clients	Entité de protection du crédit	Entités de capital et de financement 1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	5	426	718	34	68	394	649
Prêts	7 316	4 083	-	13 945	7 266	3 036	-	16 435
Autres	-	8	-	-	-	3	-	-
	7 327	4 096	426	14 663	7 300	3 107	394	17 084
Dépôts	-	3 903	-	-	-	2 926	-	-
Autres	5 178	1	158	2	4 998	3	163	18
	5 178	3 904	158	2	4 998	2 929	163	18
Risque de perte								
Titres détenus	2 002	-	254	360	2 012	-	253	840
Facilités utilisées	-	157	-	13 567	-	149	-	14 793
Facilités non utilisées	-	6 270	-	11 587	-	5 236	-	10 361
Actifs dérivés	-	4	6	165	-	-	13	58
	2 002	6 431	260	25 679	2 012	5 385	266	26 052

1) Le solde des prêts est constitué essentiellement des prêts hypothécaires transférés dans nos programmes d'obligations couvertes. Les prêts hypothécaires en excédent du montant des obligations couvertes en cours et du montant des surnantissements minimaux requis aux termes de ces programmes sont rapidement disponibles pour la Banque. Les facilités non utilisées ont également principalement trait à nos programmes d'obligations couvertes, et la Banque conserve le pouvoir de décider si les facilités sont utilisées ou non.

Le tableau ci-après fait état des montants liés à nos participations dans des entités structurées non consolidées :

	31 janvier 2015			31 octobre 2014		
	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 1) 2)	Entités de gestion de placements structurés	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients 1) 2)	Entités de gestion de placements structurés
Participations inscrites au bilan						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	42	-	11	39	-
Titres de négociation	2	57	5 446	2	10	10 414
Titres disponibles à la vente	-	840	-	-	652	-
Dérivés	-	-	75	-	-	42
	11	939	5 521	13	701	10 456
Dépôts	1 264	42	2 980	1 265	39	5 853
Dérivés	-	-	818	-	-	1 115
Autres	20	-	1 712	21	-	3 447
	1 284	42	5 510	1 286	39	10 415
Risque de perte						
Titres détenus	2	897	5 446	2	662	10 414
Facilités utilisées	12	-	-	12	-	-
Facilités non utilisées	43	5 413	s. o.	43	5 214	s. o.
Actifs dérivés	-	-	75	-	-	42
	57	6 310	5 521	57	5 876	10 456
Total des actifs des entités	1 284	4 406	5 521	1 286	3 783	10 456

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. La majeure partie de ces facilités ne visait pas un soutien de crédit au 31 janvier 2015 ni au 31 octobre 2014.

2) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

Notre exposition aux fonds gérés BMO était de 546 millions de dollars au 31 janvier 2015 (513 millions au 31 octobre 2014).

Notre exposition aux fonds non gérés par BMO était de 6 741 millions de dollars au 31 janvier 2015 (11 647 millions au 31 octobre 2014).

s. o. - sans objet

Note 7 : Acquisitions

F&C Asset Management plc (F&C)

Le 7 mai 2014, nous avons conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de F&C Asset Management plc, gestionnaire de placements dont le siège social est situé au Royaume-Uni, pour une contrepartie en trésorerie de 712 millions de livres sterling.

L'acquisition a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises. Les résultats de l'entreprise acquise sont inclus dans notre secteur d'exploitation Gestion de patrimoine.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles constituées essentiellement de contrats de gestion de fonds et de relations-clients, y compris des immobilisations incorporelles de 178 millions de dollars d'une durée de vie indéterminée et des immobilisations incorporelles de 313 millions amorties de façon linéaire principalement sur 2 à 10 ans. Cette acquisition nous permet de consolider notre position de gestionnaire de fonds d'importance à l'échelle mondiale, augmente les capacités de notre plateforme de gestion d'actifs et crée d'attrayantes possibilités de répondre aux besoins des marchés des services de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans le reste de l'Europe. Un écart d'acquisition de 1 268 millions de dollars à l'égard de cette transaction a été comptabilisé et n'est pas déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre de l'acquisition de F&C, nous avons acquis une filiale de F&C, F&C REIT LLP, détenue à 30 % par trois autres associés. Nous avons comptabilisé la participation des associés dans F&C REIT LLP à titre de participation ne donnant pas le contrôle dans notre bilan consolidé, selon la quote-part de l'actif net de F&C REIT LLP revenant aux associés ne détenant pas le contrôle.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)	2014
	F&C
Ressources en trésorerie	338
Prêts	-
Bureaux et matériel	9
Écart d'acquisition	1 268
Immobilisations incorporelles	491
Autres actifs	293
Total des actifs	2 399
Dépôts	-
Autres passifs	1 083
Total des passifs	1 083
Participations ne donnant pas le contrôle	22
Prix d'achat	1 294

La ventilation du prix d'achat de F&C pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Note 8 : Écart d'acquisition

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition par groupe d'UGT pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 et l'exercice clos le 31 octobre 2014.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Activités traditionnelles de gestion de patrimoine	Assurance	Gestion de patrimoine Total	BMO Marchés des capitaux	Total
	PE Canada	PE États-Unis	Total					
Solde au 31 octobre 2013	69	2 702	2 771	847	2	849	199	3 819
Acquisitions durant l'exercice Autres 1)	-	-	-	1 268	-	1 268	-	1 268
	(1)	220	219	35	-	35	12	266
Solde au 31 octobre 2014	68	2 922	2 990	2 150	2	2 152	211	5 353
Autres 1)	-	374	374	154	-	154	19	547
Solde au 31 janvier 2015	68 2)	3 296 3)	3 364	2 304 4)	2 5)	2 306	230 6)	5 900

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement bcpbank Canada, Diners Club Canada et Aver Media LP.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., Diners Club U.S., AMCORE et M&I.

4) Concerne essentiellement BMO Nesbitt Burns Inc., Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, Lloyd George Management, M&I, Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., CTC consulting, LLC, l'EGPA et F&C Asset Management.

5) Concerne AIG.

6) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

Note 9 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2015	31 octobre 2014
Catégories de déposants :										
Banques	962	997	1 241	993	3 149	2 412	18 958	13 841	24 310	18 243
Entreprises et administrations publiques	14 495	14 958	33 309	28 001	57 815	57 165	156 653	139 015	262 272	239 139
Particuliers	2 809	2 524	13 289	12 900	81 074	75 529	46 024	44 753	143 196	135 706
Total 1), 2)	18 266	18 479	47 839	41 894	142 038	135 106	221 635	197 609	429 778	393 088
Domiciliation :										
Canada	16 343	16 753	30 975	28 832	75 284	77 232	119 417	111 193	242 019	234 010
États-Unis	1 272	1 191	16 769	12 972	66 007	57 314	75 089	66 664	159 137	138 141
Autres pays	651	535	95	90	747	560	27 129	19 752	28 622	20 937
Total	18 266	18 479	47 839	41 894	142 038	135 106	221 635	197 609	429 778	393 088

1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Au 31 janvier 2015 et au 31 octobre 2014, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 24 787 millions de dollars et 18 183 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2015 et au 31 octobre 2014, les dépôts comprenaient des dépôts de 221 666 millions de dollars et de 191 155 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 12 100 millions et de 8 204 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

3) Comprend des dépôts de 198 788 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 101 263 millions étaient domiciliés au Canada, 70 401 millions, aux États-Unis et 27 124 millions, dans d'autres pays (174 612 millions, 92 668 millions, 62 193 millions et 19 751 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Des dépôts de 101 263 millions domiciliés au Canada, 32 682 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 8 106 millions, dans trois à six mois, 12 223 millions, dans six à douze mois et 48 252 millions, dans plus de douze mois (92 668 millions, 27 304 millions, 7 465 millions et 46 334 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Nous détenons des actifs liquides non grevés nets de 191 161 millions de dollars pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments des passifs-dépôts (170 981 millions au 31 octobre 2014).

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts.

Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 janvier 2015, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 151 millions de dollars (651 millions au 31 octobre 2014).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 5 771 millions de dollars au 31 janvier 2015 (4 294 millions au 31 octobre 2014).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 11 255 millions de dollars au 31 janvier 2015 (7 683 millions au 31 octobre 2014).

Note 10 : Capitaux propres

Actions ordinaires et privilégiées en circulation 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2015		31 octobre 2014		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	actions privilégiées – catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	actions privilégiées – catégorie B – Série 28 2), 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 30 2), 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 32 2), 3)
		3 040		3 040	
Actions ordinaires 4)	647 022 995	12 373	649 050 049	12 357	
Capital social		15 413		15 397	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 161 à 166 de notre Rapport annuel 2014.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou encore si la Banque accepte une injection de capital ou un soutien équivalent de la part du gouvernement.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 13 197 028 actions ordinaires au 31 janvier 2015 (13 337 765 actions ordinaires au 31 octobre 2014).

Actions privilégiées

Le 22 janvier 2015, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 février 2015, la totalité des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 23 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action.

Le 23 avril 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 500 millions de dollars.

Le 6 juin 2014, nous avons émis 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 29 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 400 millions de dollars.

Le 30 juillet 2014, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 31 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 300 millions de dollars.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 18 et 21 au prix de 25,00 \$ l'action plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nous avons racheté 3 millions d'actions ordinaires, soit environ 0,46 % de nos actions ordinaires alors en circulation, à un coût moyen de 80,02 \$ chacune, pour un total de 240 millions de dollars (néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Titres de fiducie de capital

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série D (BOaTS BMO – série D) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 600 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

Note 11 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2015, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2015 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 12 et 13 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre 2015.

Note 12 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nous avons attribué un total de 641 875 options sur actions (1 618 223 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le trimestre clos le 31 janvier 2015 a été de 7,45 \$ l'option (6,36 \$ l'option durant le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les trimestres clos le	31 janvier 2015	31 janvier 2014
Taux de dividende attendu	4,7 %	5,0 %
Volatilité attendue du cours des actions	16,9 % – 17,0 %	16,4 %
Taux de rendement sans risque	1,9 % – 2,0 %	2,5 % – 2,6 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2015	31 janvier 2014	31 janvier 2015	31 janvier 2014
Prestations constituées des employés	70	60	7	6
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(1)	(2)	13	13
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	70	59	20	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	21	16	-	-
Charge au titre des cotisations définies	3	2	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé du résultat net	94	77	20	19

Note 13 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le	
	31 janvier 2015	31 janvier 2014
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	986	1 048
Dividendes sur les actions privilégiées	(33)	(28)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	953	1 020
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	648 325	644 434
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,47	1,58

Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2015	31 janvier 2014
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	953	1 020
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	648 325	644 434
Options sur actions pouvant être exercées 1)	10 215	11 286
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(7 545)	(9 000)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	650 995	646 720
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,46	1,58

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 360 149 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 232,33 \$, pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (1 821 712 options d'un prix moyen pondéré de 234,92 \$, pour le trimestre clos le 31 janvier 2014), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

Options sur actions des membres du personnel

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour la période avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour la période, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre bénéfice par action plutôt que de le diluer.

Note 14 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comptables et ajustées comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et de services financiers à plus de sept millions de clients qui font affaire avec nous dans nos succursales, sur leurs appareils mobiles, en ligne, par téléphone et au moyen de nos guichets automatiques bancaires. Les Services bancaires aux particuliers offrent des solutions financières en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit. Les Services bancaires aux entreprises offrent à notre clientèle des entreprises, petites ou autres, un large éventail de produits intégrés destinés aux entreprises et de produits intégrés des marchés financiers, ainsi que des services-conseils financiers.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) offrent une vaste gamme de produits et services. Nous répondons aux besoins des particuliers ainsi que des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de succursales, de centres de contact clientèle, de plateformes de services bancaires en ligne et par téléphonie mobile et de guichets automatiques dans huit États.

Gestion de patrimoine

Le groupe de BMO qui offre des services de gestion de patrimoines sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée et aux clients institutionnels, et propose un large éventail de produits et services de gestion de patrimoine, y compris des produits d'assurance. La Gestion de patrimoine (GP) est une entreprise mondiale qui est présente dans les marchés du Canada, des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) est un fournisseur de services financiers nord-américain qui offre une gamme complète de produits et services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Grâce à nos secteurs Banque d'affaires et services aux sociétés et Produits de négociation, nous exerçons nos activités dans 29 emplacements répartis dans le monde, dont 16 bureaux en Amérique du Nord.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, le marketing, les communications et les ressources humaines. T&O fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition à BMO Groupe financier.

Les coûts liés à la prestation de ces services aux unités fonctionnelles et à T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (PE, GP et BMO MC) et seuls des montants relativement peu élevés sont conservés dans les résultats des Services d'entreprise. Par conséquent, les résultats opérationnels des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, des résultats liés à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers, de l'incidence comptable des prêts acquis, de certains coûts d'intégration liés aux acquisitions, des coûts de restructuration, des activités de crédit structuré en voie de liquidation et des ajustements apportés à la provision générale pour pertes sur créances.

Base de présentation

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés intermédiaires, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés annuels. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-après.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés entre des groupes clients et des unités des Services d'entreprise afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, la répartition des revenus et des charges est révisée afin de mieux correspondre à l'expérience actuelle. Les résultats des périodes antérieures sont retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Base d'imposition comparable

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus comptables et la charge d'impôts sur le résultat comptable d'un montant portant sur les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements bic des groupes d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 217	681	160	388	(227)	2 219
Revenus autres que d'intérêts	411	178	1 622	533	92	2 836
Total des revenus	1 628	859	1 782	921	(135)	5 055
Dotation à la provision pour pertes sur créances	132	40	2	9	(20)	163
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	747	-	-	747
Amortissement	36	43	37	10	62	188
Charges autres que d'intérêts	799	517	791	613	98	2 818
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	661	259	205	289	(275)	1 139
Charge d'impôts sur le résultat	159	67	46	68	(201)	139
Bénéfice net comptable	502	192	159	221	(74)	1 000
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	14	14
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	502	192	159	221	(88)	986
Actifs moyens	194 255	84 726	27 813	287 666	56 453	650 913

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 196	605	140	260	(88)	2 113
Revenus autres que d'intérêts	382	168	1 083	713	20	2 366
Total des revenus	1 578	773	1 223	973	(68)	4 479
Dotation à la provision pour pertes sur créances	139	21	(1)	(1)	(59)	99
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	357	-	-	357
Amortissement	37	46	21	12	64	180
Charges autres que d'intérêts	753	477	624	596	54	2 504
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	649	229	222	366	(127)	1 339
Charge d'impôts sur le résultat	164	62	48	90	(86)	278
Bénéfice net comptable	485	167	174	276	(41)	1 061
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	13	13
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	485	167	174	276	(54)	1 048
Actifs moyens	187 267	70 439	23 098	254 156	45 196	580 156

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens présentés par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 395	783	41	2 219
Revenus autres que d'intérêts	1 945	559	332	2 836
Total des revenus	3 340	1 342	373	5 055
Dotation à la provision pour pertes sur créances	110	53	-	163
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	652	-	95	747
Amortissement	102	68	18	188
Charges autres que d'intérêts	1 644	1 010	164	2 818
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	832	211	96	1 139
Charge d'impôts sur le résultat	97	24	18	139
Bénéfice net comptable	735	187	78	1 000
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	15	-	(1)	14
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	720	187	79	986
Actifs moyens	401 488	221 352	28 073	650 913

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 345	729	39	2 113
Revenus autres que d'intérêts	1 630	578	158	2 366
Total des revenus	2 975	1 307	197	4 479
Dotation à la provision pour pertes sur créances	131	(31)	(1)	99
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	298	-	59	357
Amortissement	106	70	4	180
Charges autres que d'intérêts	1 545	878	81	2 504
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	895	390	54	1 339
Charge d'impôts sur le résultat	179	95	4	278
Bénéfice net comptable	716	295	50	1 061
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	-	-	13
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	703	295	50	1 048
Actifs moyens	367 067	192 413	20 676	580 156

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 15 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 178 à 185 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	31 janvier 2015		31 octobre 2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	10 586	10 709	10 344	10 490
Autres 1)	596	2 059	510	1 829
	11 182	12 768	10 854	12 319
Titres pris en pension ou empruntés 2)	47 347	48 458	33 141	33 095
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	102 073	102 383	101 013	101 273
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	65 301	64 370	64 143	63 280
Prêts sur cartes de crédit	7 924	7 674	7 972	7 706
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	133 193	131 562	120 766	119 399
	308 491	305 989	293 894	291 658
Dépôts	429 778	430 031	393 088	393 242
Titres vendus à découvert 3)	34 231	34 607	25 485	25 505
Passifs divers 4)	24 561	25 445	23 546	23 927
Dettes subordonnées	4 964	5 137	4 913	5 110

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

- 1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 488 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (477 millions de dollars au 31 octobre 2014).
- 2) Ne tient pas compte de 18 739 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (20 414 millions au 31 octobre 2014).
- 3) Ne tient pas compte de 15 320 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (14 210 millions au 31 octobre 2014).
- 4) Les passifs divers comprennent la titrisation et les passifs des entités structurées de même que certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 103 millions de dollars dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 19 millions de dollars avant impôt comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (baisse de 12 millions enregistrée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, dont 2 millions de dollars était attribuable aux variations de notre propre écart de taux pour le trimestre clos le 31 janvier 2014). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Au 31 janvier 2015, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 8 160 millions de dollars et de 8 175 millions (7 639 millions et 7 733 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 7 245 millions de dollars au 31 janvier 2015 (6 599 millions au 31 octobre 2014) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 535 millions de dollars des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (augmentation de 156 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 465 millions de dollars au 31 janvier 2015 (407 millions au 31 octobre 2014), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 29 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (baisse de 8 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014). Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015, un profit de 5 millions de dollars a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux. Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 147 millions de dollars au 31 janvier 2015 (139 millions de dollars au 31 octobre 2014), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse de moins de 1 million des revenus de négociation, sous revenus d'intérêts pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (hausse de moins de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 488 millions de dollars au 31 janvier 2015 (467 millions au 31 octobre 2014) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 16 millions de dollars des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (diminution de 5 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2015			31 octobre 2014		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	11 699	2 202	-	8 737	1 725	-
des provinces et municipalités canadiennes	5 547	3 973	-	3 134	4 062	-
l'administration fédérale américaine	6 027	446	-	5 725	440	-
des municipalités, agences et États américains	-	854	95	-	626	85
d'autres administrations publiques	368	137	-	124	99	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	792	-	-	702	-
Titres de créance d'entreprises	948	10 254	544	1 974	9 319	538
Titres de participation d'entreprises	39 642	5 463	-	37 221	10 511	-
	64 231	24 121	639	56 915	27 484	623
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	5 213	5 280	-	4 946	5 555	-
des provinces et municipalités canadiennes	1 975	2 394	-	1 679	2 425	-
l'administration fédérale américaine	1 752	-	-	1 093	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	6 828	1	-	5 814	1
d'autres administrations publiques	1 977	4 213	-	2 136	3 996	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	10 892	-	-	9 949	-
Titres de créance d'entreprises	6 035	2 334	8	5 687	1 971	8
Titres de participation d'entreprises	373	147	1 289	422	146	1 138
	17 325	32 088	1 298	15 963	29 856	1 147
Titres divers	-	-	488	10	-	467
Passifs à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	26 630	3 383	-	23 615	3 733	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	8 307	-	-	7 785	-
Passifs au titre des rentes	-	465	-	-	407	-
	26 630	12 155	-	23 615	11 925	-
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	11	26 976	-	23	18 241	-
Contrats de change	51	33 201	-	32	12 649	-
Contrats sur produits de base	1 602	56	-	653	30	-
Contrats sur titres de participation	40	981	-	51	896	-
Swaps sur défaillance	-	68	3	-	68	12
	1 704	61 282	3	759	31 884	12
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	24	24 368	-	33	16 983	-
Contrats de change	89	32 527	-	33	12 110	-
Contrats sur produits de base	3 033	692	-	1 101	233	-
Contrats sur titres de participation	55	2 800	-	38	3 002	-
Swaps sur défaillance	-	113	-	-	116	8
	3 201	60 500	-	1 205	32 444	8

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers les plus importants classés dans le niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur ainsi que la fourchette de valeur des données non observables importantes utilisées aux fins des évaluations.

		Poste dans le tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Fourchette de valeur des données 1)	
						Bas	Haut
Valeurs mobilières							
Titres de participation de sociétés fermées 2)		Titres de participation d'entreprises	1 289	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 5,5x	s. o. 9,3x
Titres garantis par des prêts 3)		Titres de créance d'entreprises	552	Modèle des flux de trésorerie actualisés	Rendement et marge d'escompte	1,25 %	1,25 %
Titres de banques d'affaires		Titres divers	488	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 4,2x	s. o. 9,0x

- 1) Les valeurs inférieure et supérieure des données correspondent aux niveaux réels le plus élevé et le moins élevé de données utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits donnée. Ces fourchettes de données ne rendent pas compte de l'incertitude liée au niveau de données, mais subissent l'incidence des instruments sous-jacents particuliers au sein d'une catégorie de produits. Les fourchettes de données varient par conséquent d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à la date de clôture de chaque période.
 - 2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent des actions d'un montant de 682 millions de dollars d'une Federal Reserve Bank et d'une Federal Home Loan Bank aux États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation. Ces actions sont comptabilisées au coût, lequel est réputé avoisiner la juste valeur puisque ces actions ne sont pas négociées sur le marché.
 - 3) Comprennent les instruments détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.
- s. o. - sans objet

Données non observables importantes aux fins des évaluations des instruments classés dans le niveau 3

Valeur liquidative

La valeur liquidative correspond à la valeur estimée des titres selon les évaluations reçues de la part des gestionnaires de placements ou de fonds. L'évaluation de certains titres de participation de sociétés fermées se fonde sur les avantages économiques tirés de notre placement.

Coefficient valeur d'entreprise/BAIIA

La juste valeur des titres de participation de sociétés fermées et des placements dans des titres de banques d'affaires est déterminée au moyen du calcul de la valeur d'entreprise selon un coefficient valeur d'entreprise/BAIIA puis de l'application d'une méthodologie en cascade à la structure du capital d'une entité afin d'établir la valeur des actifs et des titres que nous détenons. L'établissement du coefficient valeur d'entreprise/BAIIA requiert l'exercice d'un jugement et la prise en compte de facteurs comme les coefficients de sociétés cotées en bourse comparables, les transactions récentes, les éléments propres à l'entité et les déductions pour absence de liquidité, qui visent à refléter le manque d'opérations de négociation touchant ces actifs ou ces titres.

Rendement et marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier correspond au taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, prise isolément, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur connexe. La marge d'escompte correspond à la différence entre le rendement d'un instrument de créance donné et le rendement de l'instrument de référence correspondant. Les instruments de référence sont assortis de cotes de crédit élevées et d'échéances semblables et constituent souvent des obligations des gouvernements. La marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. De façon générale, une augmentation de la marge d'escompte se traduirait par une diminution de la juste valeur.

Analyse de sensibilité des instruments classés dans le niveau 3

L'analyse de sensibilité au 31 janvier 2015 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 538 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. Au 31 janvier 2015, les actifs dérivés et les passifs dérivés étaient évalués à 3 millions de dollars et à néant, respectivement. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de modèles standards sur le marché que nous utilisons pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction connexe. Au 31 janvier 2015, l'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base de la marge d'escompte consisterait en une diminution ou en une augmentation de 1 million de dollars de la juste valeur, respectivement.

Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses de rechange raisonnablement possibles en ce qui a trait aux catégories importantes de niveau 3 que sont les placements en titres de sociétés fermées et les titres de banques d'affaires puisque les valeurs liquidatives sont fournies par des gestionnaires de placement ou de fonds.

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, des titres de négociation de 133 millions de dollars ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, des titres de négociation de 7 millions de dollars ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, aucun transfert de titres disponibles à la vente n'a eu lieu entre le niveau 1 et le niveau 2.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, aucun transfert de titres disponibles à la vente ou de titres de négociation n'a été effectué au niveau 3 ou depuis le niveau 3.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2015	Variation de la juste valeur				Achats	Échéances ou ventes règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2015	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2014	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global							
Titres de négociation										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	85	10	-	-	-	-	-	-	95	10
Titres de créance d'entreprises	538	53	-	-	(47)	-	-	-	544	53
Total des titres de négociation	623	63	-	-	(47)	-	-	-	639	63
Titres disponibles à la vente										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	8	-	-	-	-	-	-	-	8	-
Titres de participation d'entreprises	1 138	(7)	137	40	(19)	-	-	-	1 289	137
Total des titres disponibles à la vente	1 147	(7)	137	40	(19)	-	-	-	1 298	137
Titres divers	467	10	-	71	(60)	-	-	-	488	10
Actifs dérivés										
Swaps sur défaillance	12	(9)	-	-	-	-	-	-	3	(9)
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	8	(8)	-	-	-	-	-	-	-	(8)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 janvier 2015 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 janvier 2015 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Note 16 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 95 à 100 de notre Rapport annuel 2014.

										31 janvier 2015
(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 366	-	-	-	-	-	-	-	796	44 162
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 063	1 810	626	43	55	-	-	-	-	6 597
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	1 373	1 840	1 950	1 600	3 318	5 619	8 978	19 208	45 105	88 991
Titres disponibles à la vente	1 124	595	1 021	882	2 395	7 277	22 527	13 081	1 809	50 711
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	103	93	278	298	1 035	4 180	4 599	-	10 586
Titres divers	-	4	3	-	-	-	50	12	1 015	1 084
Total des valeurs mobilières	2 497	2 542	3 067	2 760	6 011	13 931	35 735	36 900	47 929	151 372
Titres pris en pension ou empruntés	50 652	11 716	1 630	1 325	763	-	-	-	-	66 086
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 141	2 732	4 580	4 299	4 697	18 857	55 733	10 034	-	102 073
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	417	730	1 276	1 113	1 368	6 079	21 056	9 912	23 350	65 301
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 924	7 924
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	10 242	7 676	5 355	2 932	13 212	13 295	40 095	8 529	31 857	133 193
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 928	1 929	119	1	9	-	-	-	-	10 986
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 847)	(1 847)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	20 728	13 067	11 330	8 345	19 286	38 231	116 884	28 475	61 284	317 630
Autres actifs										
Instruments dérivés	6 517	5 863	4 129	2 377	3 265	6 040	15 261	19 537	-	62 989
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 334	2 334
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	5 900	5 900
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	2 214	2 214
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	579	579
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 385	3 385
Autres	1 385	150	184	-	1	-	53	3 890	3 447	9 110
Total des autres actifs	7 902	6 013	4 313	2 377	3 266	6 040	15 314	23 427	17 859	86 511
Total des actifs	129 208	35 148	20 966	14 850	29 381	58 202	167 933	88 802	127 868	672 358

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier
2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	10 708	4 077	3 544	55	574	-	-	-	5 352	24 310
Entreprises et administrations publiques	27 985	30 977	26 822	11 259	9 008	19 459	22 646	8 497	105 619	262 272
Particuliers	2 599	3 674	4 513	5 233	4 852	7 632	15 779	1 742	97 172	143 196
Total des dépôts	41 292	38 728	34 879	16 547	14 434	27 091	38 425	10 239	208 143	429 778
Autres passifs										
Instruments dérivés	4 220	5 032	4 065	2 806	4 655	8 011	16 605	18 307	-	63 701
Acceptations	8 928	1 929	119	1	9	-	-	-	-	10 986
Titres vendus à découvert	30 013	-	-	-	-	-	-	-	-	30 013
Titres mis en pension ou prêtés	47 916	1 472	94	69	-	-	-	-	-	49 551
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	262	262
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	161	161
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	2	1 590	371	1 246	788	5 009	8 956	5 423	-	23 385
Autres	6 384	143	385	-	7	1 129	3 029	1 849	8 831	21 757
Total des autres passifs	97 463	10 166	5 034	4 122	5 459	14 149	28 590	25 579	9 254	199 816
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	4 864	-	4 964
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	37 800	37 800
Total des passifs et des capitaux propres	138 755	48 894	39 913	20 669	19 893	41 240	67 115	40 682	255 197	672 358

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier
2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 096	2 810	5 283	3 955	8 823	12 958	58 015	1 790	-	94 730
Contrats de location simples	27	55	83	82	80	296	656	662	-	1 941
Contrats de garantie 1)	5 507	-	-	-	-	-	-	-	-	5 507
Obligations d'achat	65	122	182	178	157	601	850	271	-	2 426

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 625	-	-	-	-	-	-	-	761	28 386
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 124	1 420	521	14	31	-	-	-	-	6 110
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	542	1 159	584	1 344	1 274	5 255	9 722	17 409	47 733	85 022
Titres disponibles à la vente	1 014	345	553	1 138	714	8 750	21 047	11 699	1 706	46 966
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	113	98	294	1 356	4 172	4 311	-	10 344
Titres divers	-	10	3	2	-	-	45	19	908	987
Total des valeurs mobilières	1 556	1 514	1 253	2 582	2 282	15 361	34 986	33 438	50 347	143 319
Titres pris en pension ou empruntés	39 014	10 255	2 536	678	938	134	-	-	-	53 555
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 284	1 528	3 763	4 725	4 470	20 497	55 659	9 087	-	101 013
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	386	458	1 097	1 193	1 257	6 491	20 847	8 981	23 433	64 143
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 972	7 972
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	7 701	9 520	3 438	4 201	11 019	10 315	37 537	6 294	30 741	120 766
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 871	1 920	77	1	9	-	-	-	-	10 878
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 734)	(1 734)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	18 242	13 426	8 375	10 120	16 755	37 303	114 043	24 362	60 412	303 038
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 703	2 348	1 387	1 746	796	3 436	8 955	11 284	-	32 655
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 276	2 276
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	5 353	5 353
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	2 052	2 052
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	665	665
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 019	3 019
Autres	1 509	271	149	4	-	-	64	3 545	2 689	8 231
Total des autres actifs	4 212	2 619	1 536	1 750	796	3 436	9 019	14 829	16 054	54 251
Total des actifs	94 773	29 234	14 221	15 144	20 802	56 234	158 048	72 629	127 574	588 659

31 octobre
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	7 495	4 680	1 067	597	2	-	-	-	4 402	18 243
Entreprises et administrations publiques	26 644	25 061	20 255	10 157	8 439	16 347	23 914	8 198	100 124	239 139
Particuliers	2 039	3 290	5 472	4 296	5 288	6 386	16 454	1 528	90 953	135 706
Total des dépôts	36 178	33 031	26 794	15 050	13 729	22 733	40 368	9 726	195 479	393 088
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 545	2 321	1 325	2 095	1 399	4 565	9 633	10 774	-	33 657
Acceptations	8 871	1 920	77	1	9	-	-	-	-	10 878
Titres vendus à découvert	27 348	-	-	-	-	-	-	-	-	27 348
Titres mis en pension ou prêtés	36 757	2 624	149	95	70	-	-	-	-	39 695
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	235	235
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	178	178
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	3	429	1 560	341	1 135	3 976	10 066	4 955	-	22 465
Autres	7 226	142	16	330	26	193	3 577	1 723	7 565	20 798
Total des autres passifs	81 750	7 436	3 127	2 862	2 639	8 734	23 276	17 452	7 978	155 254
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	4 813	-	4 913
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	35 404	35 404
Total des passifs et des capitaux propres	117 928	40 467	29 921	17 912	16 368	31 467	63 744	31 991	238 861	588 659

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 octobre
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 313	1 717	3 844	6 048	3 830	15 872	51 086	1 549	-	85 259
Contrats de location simples	26	52	77	77	76	281	630	638	-	1 857
Contrats de garantie financière 1)	5 269	-	-	-	-	-	-	-	-	5 269
Obligations d'achat	58	113	169	169	169	586	783	209	-	2 256

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés audités pour 2014, notre présentation des résultats et notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2015, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 24 février 2015 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 26 mai 2015, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6766952).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Lisa Hofstatter, directrice générale, relations avec les investisseurs, lisa.hofstatter@bmo.com, 416-867-7019

Willa Hoffmann, directrice, relations avec les investisseurs, willa.hoffmann@bmo.com, 416-867-6956

Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale, corp.secretary@bmo.com, 416-867-6423

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2014 83,33 \$

Décembre 2014 81,73 \$

Janvier 2015 77,63 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2014, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2014 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal

Assemblée annuelle de 2015

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 31 mars 2015 à Toronto, en Ontario.